



communauté de communes
BASSIN DE MARENNES

Le Gua • Marennes-Hiers-Brouage • Saint-Sornin • Saint-Just-Luzac • Nieulle-sur-Seudre • Bourcefranc-Le Chapus

Rapport portant sur les Orientations Budgétaires 2026



24, rue Dubois Meynardie - CS 50028 - 17320 Marennes-Hiers-Brouage - Tél : 05 46 85 98 41
Site internet : www.bassin-de-marennes.com - Email : contact@bassin-de-marennes.com



ressources^o
Consultants Finances



CC du Bassin de Marennes



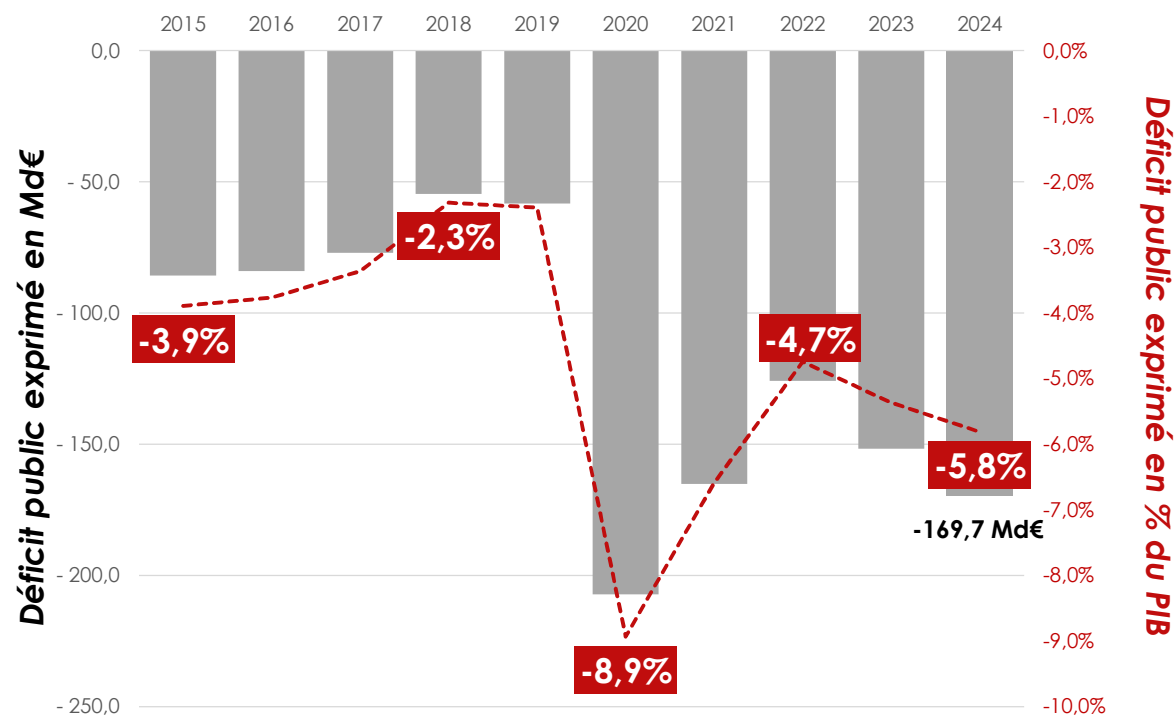
DOB 2026 – Document préparatoire

26/11/2025



1. CONTEXTE NATIONAL ET PLF INITIAL POUR 2026

Deux années de dégradation du déficit public

Déficit des administrations publiques au sens de Maastricht
(Montants en Md€ et en % PIB)*

Une dérive inédite des finances publiques en 2024, qui prolonge et aggrave celle de 2023*

En 2023, au terme d'une année noire pour les finances publiques, le déficit public s'est creusé de 0,7 point à 5,5 points de PIB, alors que la loi de fin de gestion pour 2023, adoptée quelques semaines avant la fin de l'exercice, prévoyait encore une quasi-stabilité par rapport à 2022. Dans un contexte de normalisation macroéconomique et d'extinction des mesures d'urgence et de soutien face aux crises sanitaire et énergétique, cette situation appelait un sursaut pour 2024.

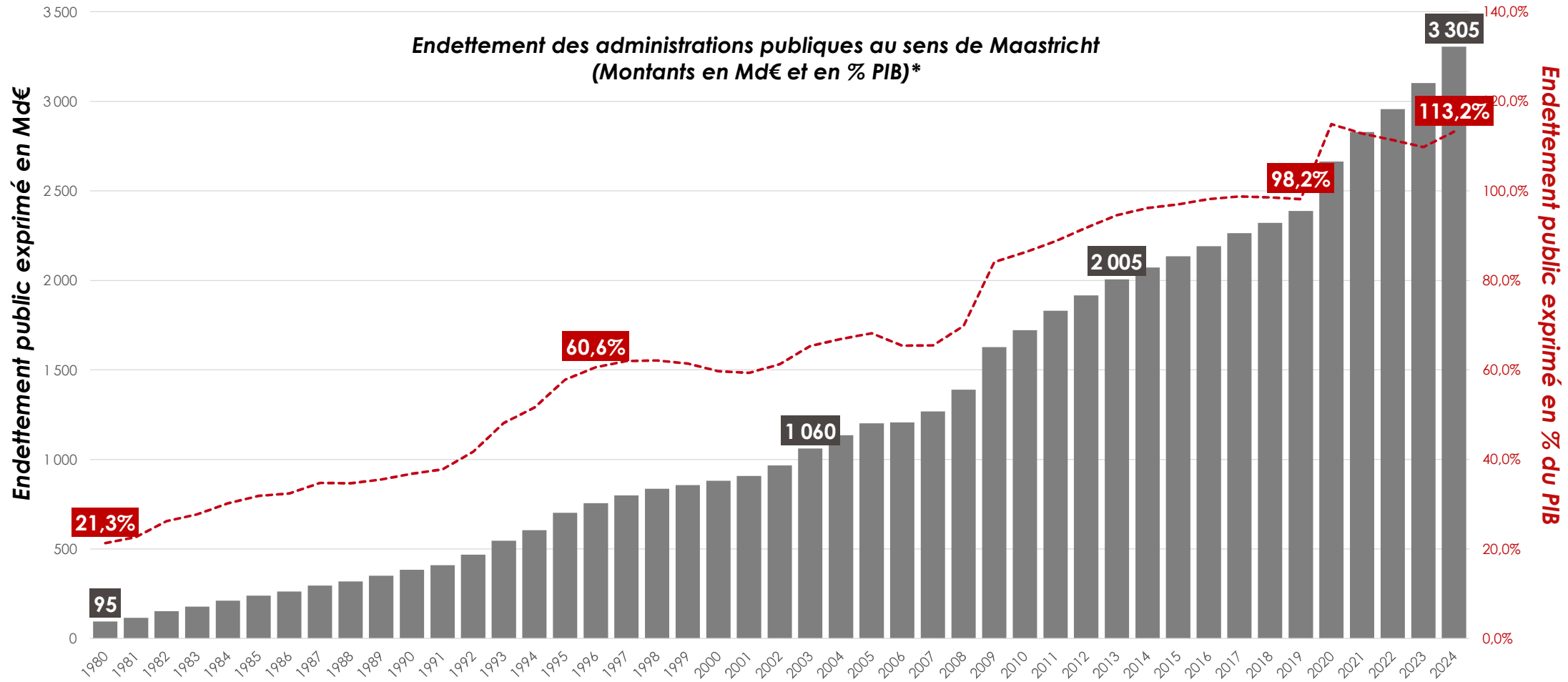
La dérive des finances publiques, loin de s'être inversée ni même simplement interrompue, s'est au contraire accentuée en 2024, avec un déficit qui devrait atteindre 6,0 points de PIB***, soit 1,6 point au-delà de la cible inscrite dans le projet de loi de finances (PLF) de l'année.

* Source INSEE, Comptes de la nation 2024

** Source : Cour des Comptes, « La situation des finances publiques début 2025 » ; février 2025

*** Le déficit public pour l'année 2024 s'élève à 5,8 % du PIB (donnée actualisée par l'INSEE)

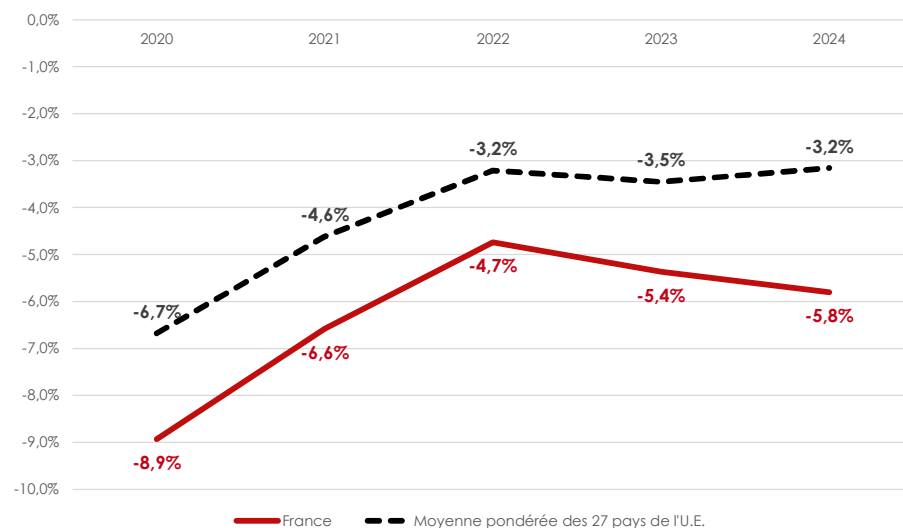
L'endettement public de la France sur longue période



*Source INSEE, Comptes de la nation 2024

Evolution du déficit et de l'endettement public

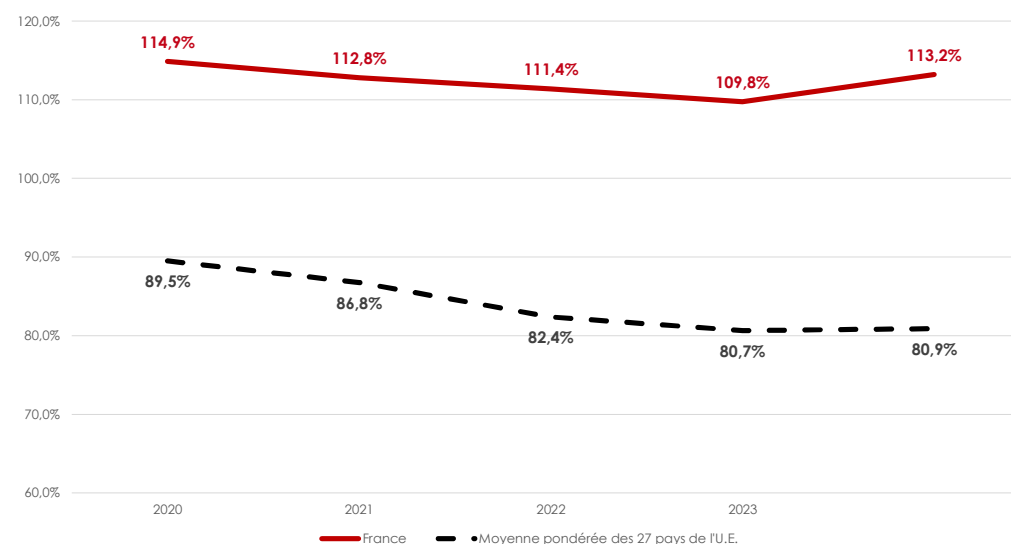
Le déficit public (en % du PIB) de la France et en moyenne dans les 27 pays de l'Union Européenne depuis 2020



⇒ Décrochage du déficit public français par rapport aux 27 pays de l'Union Européenne en 2023 et 2024

⇒ En 2024, le déficit public de la France est le plus fort de la zone euro

L'endettement public (en % du PIB) de la France et en moyenne dans les 27 pays de l'Union Européenne depuis 2020



⇒ En 2024, l'endettement public de la France est le 3^{ème} plus fort des pays de l'Union Européenne après la Grèce et l'Italie.

Conséquence : depuis 26 juillet 2024, sur recommandation de la Commission Européenne, le Conseil de l'Union Européenne a engagé formellement une procédure pour déficit excessif à l'encontre de 7 pays* : la France, l'Italie, la Belgique, la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et Malte.

* La Roumanie fait déjà l'objet d'une procédure concernant les déficits excessifs depuis 2020.

	2025	2026
PIB réel	0,7%	1,0%
Inflation (IPC)	1,1%	1,3%

Pour 2025 :

La croissance atteindrait +0,7 % en 2025, freinée par les mesures commerciales américaines et le climat d'incertitude prolongée ; l'inflation poursuivrait son reflux et s'établirait à +1,1 %.

L'inflation (au sens de l'IPC) s'établirait en 2025 à +1,1 % en moyenne annuelle (après +2,0 % en 2024). En glissement annuel, l'inflation s'est établie à +1,2 % en septembre. **Ce net ralentissement s'explique essentiellement par le repli des prix de l'énergie.** Les prix de l'électricité ont fortement reculé en février, tandis que le cours du pétrole a chuté en avril. Ainsi, l'inflation sous-jacente, qui exclut notamment les prix de l'énergie, baisserait de manière plus modérée, à +1,4 % en 2025, après +1,8 %.

Pour 2026 :

La croissance s'établirait à +1,0 % en 2026 ; l'inflation augmenterait et s'élèverait à +1,3 %.

L'activité en 2026 serait majoritairement portée par la demande interne, dans un scénario de dissipation progressive des incertitudes domestiques. La consommation des ménages accélérerait, grâce aux gains de pouvoir d'achat enregistrés depuis 2023 et qui n'ont été que partiellement consommés jusqu'alors, et à une composition du revenu disponible brut plus favorable. La consommation progresserait (+0,9 %) en miroir d'une baisse modérée du taux d'épargne. Celui-ci, à 17,8 % en 2026 après 18,4 % en 2025, resterait toutefois nettement supérieur à sa moyenne historique (14,6 % en moyenne sur 2010-2019). Après une baisse en 2024 et en 2025, l'investissement privé augmenterait tant pour les ménages (+3,3 %) que pour les entreprises (+2,6 %), profitant notamment de la détente des conditions de financement.

L'inflation augmenterait légèrement à +1,3 % en moyenne annuelle 2026. Cette hausse s'expliquerait essentiellement par une moindre baisse des prix de l'énergie, après les fortes baisses des prix de l'électricité et du pétrole intervenues en 2025. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix de l'énergie de son calcul, se stabiliserait à +1,4 %.

L'acquis d'actualisation 2026 en fonction de l'IPCH d'octobre 2025

« L'acquis » d'actualisation des valeurs locatives pour 2026 correspond à l'actualisation calculée en fonction du dernier IPCH connu et indique quelle serait l'actualisation des valeurs locatives pour 2026 si l'indice n'évolue plus d'ici au mois de novembre 2025.

Le dernier indice connu est celui de septembre (124,47), mais l'INSEE a publié une évaluation provisoire de l'IPCH d'octobre (124,6).

L'acquis d'actualisation pour 2026 tenant compte de cette estimation provisoire est donc de 1%.

Dernières valeurs connues :IPCH octobre provisoire 2025

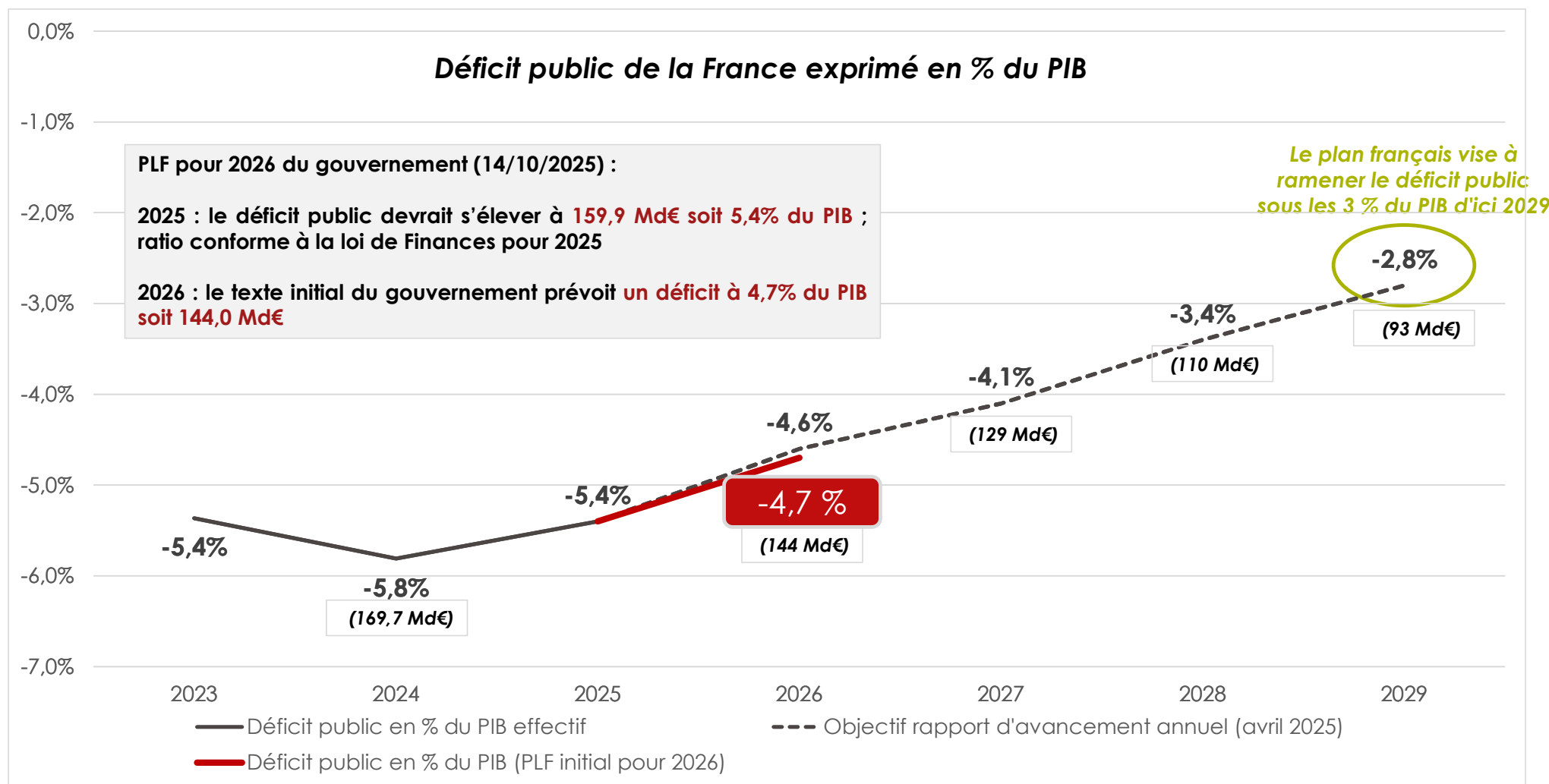
124,6

IPCH Novembre 2024

123,36

$$\begin{aligned} \text{« Acquis » d'actualisation} &= 1 + \frac{(124,6 - 123,36)}{123,36} = 1 + 0,01005 \Rightarrow 1,01 \Leftrightarrow 1,0\% \\ \text{2026 en fonction de l'IPCH} & \\ \text{de septembre 2025} & \end{aligned}$$

La trajectoire de réduction du déficit public : l'engagement de la France



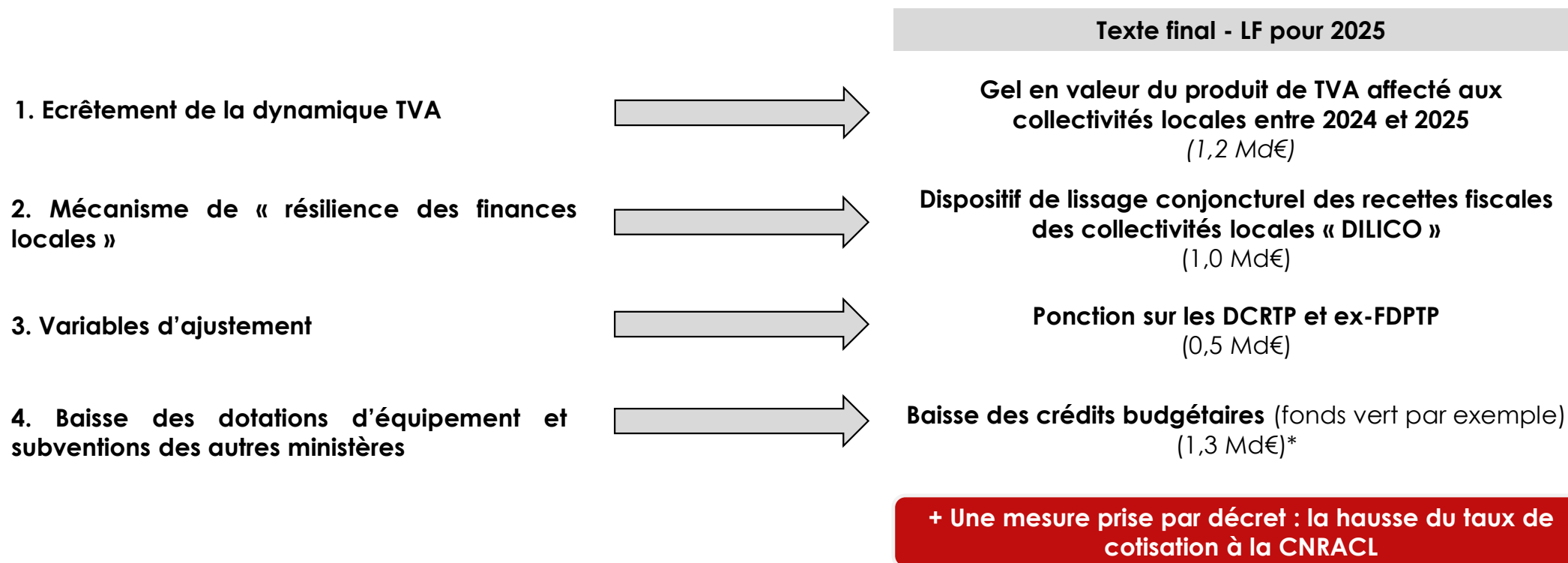
Rappel des mesures 2025 de contribution des collectivités au redressement des finances publiques

Avec un raisonnement similaire à celui mis en œuvre entre 2014 et 2017 (ponctions sur la DGF), la loi de finances pour 2025 a prévu un ensemble de mesures visant à limiter la croissance des recettes des collectivités locales.

Objectif : contraindre l'évolution des charges de fonctionnement des collectivités par un prélèvement sur leurs recettes compte tenu de l'obligation de voter des budgets locaux à l'équilibre.

Impact attendu sur le solde public :

- ✓ le solde public des collectivités locales ne se dégrade pas pour autant car elles ajustent l'évolution de leurs dépenses en conséquence ;
- ✓ le solde public de l'Etat s'améliore : les concours financiers de l'Etat au profit des collectivités locales constituent une dépense* sur son budget, en baisse grâce à ces mesures.



* Source : Cour des Comptes ; les finances publiques locales 2025 ; Fascicule 2 ; septembre 2025

1. La contribution à la réduction du déficit de la CNRACL

Rapport IGF/IGASS/IGA ; « Situation financière de la CNRACL, Bilan et perspectives » ; mai 2024 :

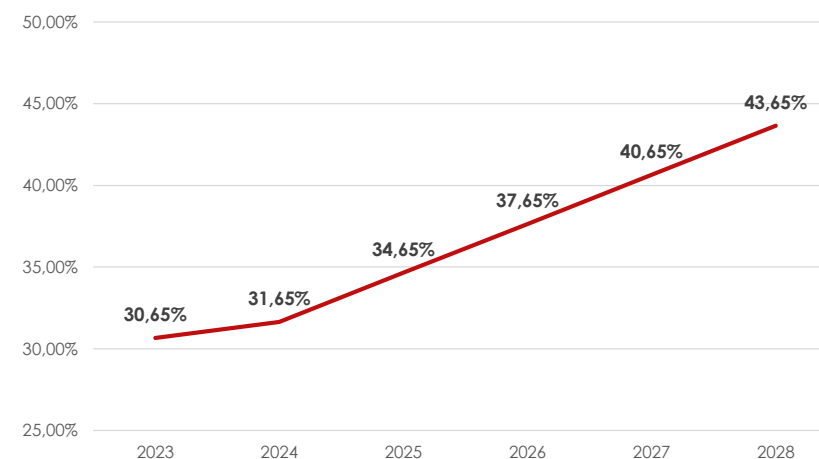
« Par le simple prolongement des tendances, en moins de 15 ans, la CNRACL passe de l'équilibre (excédent de 15 M€ en 2017) à un déficit supérieur à deux fois celui de l'assurance vieillesse du régime général en 2023, qui sert une pension à dix fois plus de bénéficiaires. **Le déficit annuel à la fin de la décennie est de l'ordre de 11 milliards d'euros par an**, en prenant en compte les effets de la réforme des retraites et des revalorisations salariales de 2023. »

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette dégradation comme la dégradation du ratio démographique du régime (évolution défavorable du ratio cotisants/pensionnés qui passe de plus de 4 dans les années 1980 à 1,5 aujourd'hui), la compensation démographique (contribution de la CNRACL à ce mécanisme*) ou encore la politique de contractualisation de la sphère publique (les agents contractuels étant affiliés au régime général de la sécurité sociale).

Mesures prises afin de réduire le déficit de la CNRACL : la hausse du taux de cotisation à la CNRACL

- ✓ **Décret n°2024-49 du 30 janvier 2024** : le taux de cotisation de la CNRACL est augmenté de +1 point. Il passe de 30,65% en 2023 à 31,65% au 1^{er} janvier 2024. Toutefois, afin de compenser cette hausse, le taux de cotisation d'assurance maladie est abaissé, pour la seule année 2024, d'1 point (9,88% à 8,88%) ;
- ✓ **Décret n°2025-86 du 30 janvier 2025** : avant promulgation de la loi de financement de la sécurité sociale (15/02/2025), **ce décret acte une hausse progressive du taux de cotisation employeur CNRACL à raison de +3 points par an pendant 4 ans soit +12 points au total de 2024 à 2028.**

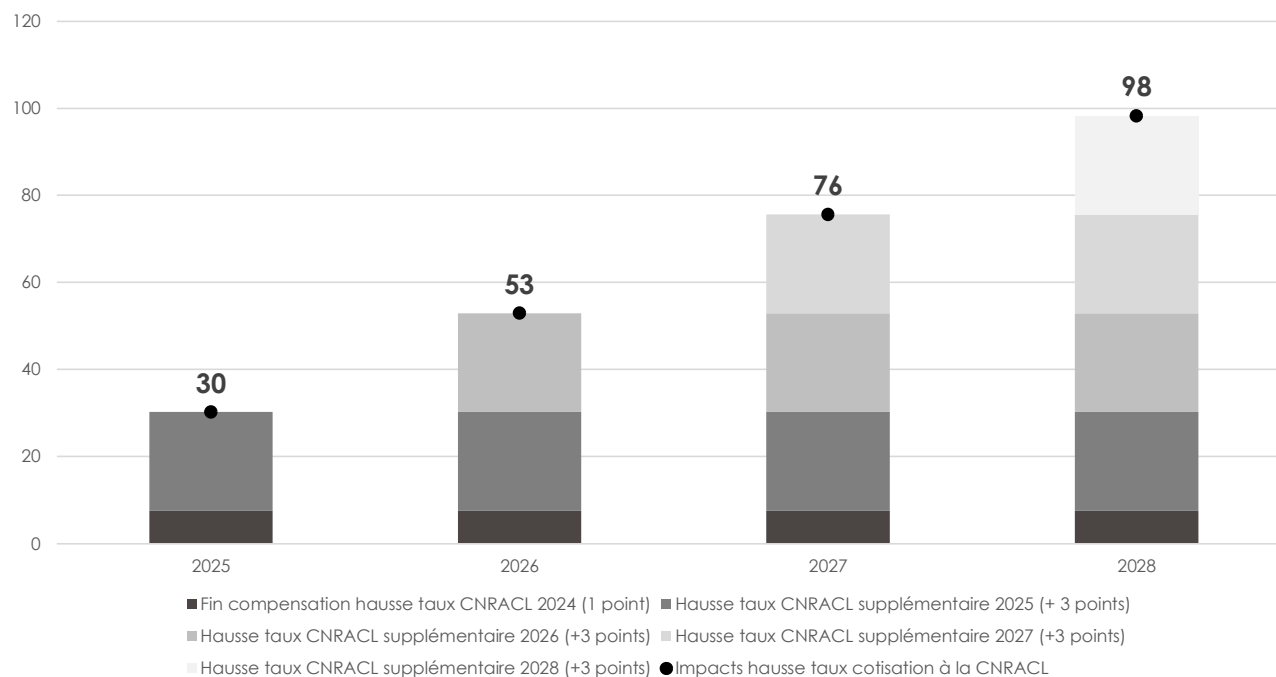
Taux de cotisation à la CNRACL



* Des transferts financiers entre régimes vieillesse de base ont été instaurés en 1974 pour compenser les déséquilibres démographiques et les différences de capacités contributives, instaurant ainsi une solidarité nationale entre régimes vieillesse. Au titre de ce mécanisme de « compensation démographique », la mission estime qu'une somme d'au moins 100 Md€ a été prélevé à la CNRACL (facteur important dans la constitution de ses déficits cumulés)

1. La contribution à la réduction du déficit de la CNRACL

Simulations des charges de personnel supplémentaires induites par la hausse du taux de cotisation à la CNRACL pour la CCBM (Montants en K€)



A terme (en 2028), la hausse du taux de cotisation à la CNRACL de +13 points sera de nature à accroître ses dépenses de personnel de l'ordre **+100 k€** sur le budget principal élargi au personnel du CIAS.

Méthodologie utilisée pour l'évaluation :

- ✓ Comptes de gestion 2024 de la communauté : budget principal communautaire + budget principal du CIAS ;
- ✓ Assiette des cotisations CNRACL recomposée et évaluée à partir des articles comptables 64111 et 64113 (M57) ;

2. Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : la DGF

PLF pour 2026 initial

En 2026, le montant national de la DGF est reconduit à son niveau de 2025.

(article 31 du PLF pour 2026)

La TVA (DGF) des régions redevient une dotation fixée et versée par l'Etat aux régions.

Le II de l'article 31 du projet de loi de finances pour 2026 abroge l'article 149 de la loi de finances pour 2017 qui avait transformé la DGF régionale en une fraction de TVA, dynamique.

Pour les EPCI à fiscalité propre :

(article 72 du PLF pour 2026)

Le VIII de l'article 72 du projet de loi de finances pour 2026 **repousse d'une année (à 2027), la prise en compte de la redevance d'assainissement dans le calcul du coefficient d'intégration fiscale des communautés de communes.** L'exposé des motifs précise que c'est faute d'avoir pu simuler les effets redistributifs de cette prise en compte que la mise en œuvre est décalée.

Par ailleurs, mais ce n'est pas dans le projet de loi de finances puisque c'est la loi, **la dotation d'intercommunalité va augmenter au minimum de 90 M€, financée par prélèvement sur la dotation de compensation.** Pour financer la dynamique de la dotation d'intercommunalité, l'augmentation de la péréquation et de la population communale, cette dernière pourrait bien diminuer de près de 5% en 2026.

Simulation de la DGF de la CCBM pour 2026 en application du PLF initial pour 2026

Montants en k€	2022	2023	2024	2025	2026 (PLF)
Dotation de base	87	92	111	118	123
Dotation de péréquation	267	270	333	346	368
Dotation d'intercommunalité spontanée	353	362	443	464	491
+ Garantie	34	25	0	0	0
Dotation d'intercommunalité	387	388	443	464	491
Evolution annuelle par habitant		0%	14%	4%	6%
Dotation de compensation	213	212	209	201	191
Evolution annuelle par habitant		-0,6%	-1,5%	-3,6%	-4,7%
Total DGF	600	599	652	665	682
Evolution annuelle par habitant		-0,1%	8,8%	2,0%	2,6%

La DGF de la CCBM pourrait croître en 2026 en raison de l'augmentation nationale de la dotation d'intercommunalité de +90 M€ minimum entre 2025 et 2026.

Cette hausse sera toutefois atténuée par la poursuite des ponctions opérées sur la dotation de compensation.

2. Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales

1. Après une ponction de 487 M€ sur les variables d'ajustement composées principalement de la DC RTP, des anciens FDPTP et de la DTCE-FDL en 2025, le PLF pour 2026 prévoit (article 31) **une ponction supplémentaire sur ces variables d'ajustement de 527 M€** (Ne disposant pas de ces dotations, la CCBM et ses communes membres ne sont pas concernées par cette mesure) ;

2. Le PLF pour 2026 prévoit (article 31) également de **réduire de 25% les compensations FB et CFE des locaux industriels**

Depuis 2021, dans le cadre de la baisse des impôts de production, les valeurs locatives des établissements industriels ont été divisées par 2. La perte de recettes fiscales FB/CFE est compensée aux collectivités locales en appliquant aux bases exonérées des établissements industriels de l'année le taux d'imposition FB / CFE de 2020.

Le PLF pour 2026 maintient ce mode de calcul de la compensation FB/CFE des locaux industriels mais prévoit d'appliquer un coefficient de 0,75 à la compensation ainsi déterminée.

Les compensations FB/CFE des locaux industriels de la CCBM

Montants en k€	2021	2022	2023	2024	2025
Compensation FB L.I.	0	0	0	0	0
Compensation CFE L.I.	23	26	27	28	29
Total compensation FB/CFE L.I.	23	26	27	28	29

Estimation de la perte de compensation FB – Locaux industriels pour les communes de la CCBM* (estimation en valeur 2026)

	Pop DGF	Perte C° FB/CFE L.I. en k€	en €/hbt
SAINT-SORNIN	486	-2,2	-4,6 €
MARENES-HIERS-BROUAGE	7 113	-8,5	-1,2 €
GUA	2 269	-0,9	-0,4 €
BOURCEFRANC-LE-CHAPUS	4 081	0,0	0,0 €
NIEULLE-SUR-SEUDRE	1 319	0,0	0,0 €
SAINT-JUST-LUZAC	2 296	0,0	0,0 €

Soit une perte de compensations fiscales FB/CFE pour la CCBM de l'ordre de 8 k€ (25% de la compensation initiale)

2. Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : les compensations FB/CFE des locaux industriels

Simulations des pertes de compensations FB/CFE Locaux Industriels (L.I.) en application du PLF initial pour 2026 pour les communes (les plus impactées en €/hbt) et les EPCI à fiscalité propre en Charente Maritime en k€

	Pop DGF	Perte C° FB/CFE L.I. en k€	en €/hbt
CC AUNIS SUD	34 610	-178	-5,2 €
VALS DE SAINTONGE COMMUNAUTE	56 839	-244	-4,3 €
CA ROCHEFORT OCEAN	71 720	-307	-4,3 €
CA LA ROCHELLE	197 024	-839	-4,3 €
CC AUNIS ATLANTIQUE	33 508	-81	-2,4 €
SAINTES - GRANDES RIVES - L'AGGLO	64 333	-139	-2,2 €
CC DE LA HAUTE SAINTONGE	74 576	-133	-1,8 €
CC COEUR DE SAINTONGE	18 941	-17	-0,9 €
CC DE GEMOZAC ET DE LA SAINTON	15 875	-11	-0,7 €
CA ROYAN ATLANTIQUE	124 465	-73	-0,6 €
CC DU BASSIN DE MARENNES	17 564	-8	-0,4 €
CC ILE D'OLERON	42 910	-12	-0,3 €
CC ILE DE RE	32 549	-3	-0,1 €

Méthodologie utilisée pour l'évaluation : les montants des compensations FB/CFE, connus en valeur 2024, sont estimés en valeur 2026 en appliquant le taux d'évolution national de ces compensations entre 2024 et 2026 (source : PLF pour 2026).

Code INSEE	Commune	Pop DGF	Perte C° FB/CFE L.I.	en €/hbt
17074	BUSSAC-FORET	1 098	-136	-124,1 €
17110	CLERAC	1 058	-108	-101,8 €
17066	BRIE-SOUS-ARCHIAC	240	-18	-76,2 €
17038	BEDENAC	709	-47	-65,8 €
17365	SAINT-MARTIN-D'ARY	504	-28	-55,9 €
17326	SAINT-EUGENE	298	-15	-48,8 €
17364	SAINT-MARTIAL-SUR-NE	446	-21	-47,4 €
17192	JARNAC-CHAMPAGNE	926	-40	-43,4 €
17104	CHEVANCEAUX	1 203	-47	-39,1 €
17477	VILLIERS-COUTURE	128	-4	-34,5 €
17165	FONTENET	415	-11	-27,1 €
17418	SALIGNAC-SUR-CHARENTE	653	-15	-23,2 €
17048	BLANZAC-LES-MATHA	353	-8	-21,6 €
17028	AYTRE	10 213	-215	-21,0 €
17464	VERGNE	177	-4	-20,4 €
17143	DOUHET	756	-15	-20,1 €
17274	PERIGNY	9 116	-178	-19,5 €
17218	MARANS	4 670	-87	-18,6 €
17289	PREGUILLAC	454	-8	-18,5 €
17321	SAINT-CREPIN	366	-7	-18,0 €
17331	SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE	1 353	-24	-17,5 €
17316	SAINT-CIERS-CHAMPAGNE	409	-6	-15,8 €
17257	NERE	725	-11	-15,7 €
17299	ROCHEFORT	25 603	-375	-14,7 €
17211	LOULAY	790	-11	-14,3 €
17273	PERIGNAC	992	-14	-14,0 €
17378	SAINT-PALAIS-DE-NEGRIGNAC	435	-6	-13,9 €
17013	ANTEZANT-LA-CHAPELLE	393	-5	-13,8 €
17283	PONS	4 650	-64	-13,7 €
17100	CHERAC	1 178	-16	-13,5 €
17327	SAINT-FELIX	348	-5	-13,0 €
17339	SAINT-GERMAIN-DE-LUSIGNAN	1 487	-19	-12,8 €
17451	TOUCHES-DE-PERIGNY	575	-7	-12,6 €
17125	COURCELLES	482	-6	-12,4 €
17362	SAINT-MARTIAL-DE-MIRAMBEAU	321	-4	-12,4 €
17434	SURGERES	7 153	-85	-11,9 €
17474	VILLENEUVE-LA-COMTESSE	791	-9	-11,7 €
17269	ORIGNOLLES	735	-8	-11,3 €
17029	BAGNIZEAU	200	-2	-10,7 €
17167	FOUILLOUX	786	-8	-10,6 €
17465	LA VERGNE	638	-7	-10,4 €
17087	CHANTEMERLE-SUR-LA-SOIE	222	-2	-10,1 €
17447	THOU	2 137	-21	-9,7 €
17300	ROCHELLE	89 576	-862	-9,6 €
17234	MIGRE	387	-4	-9,6 €
17197	JONZAC	4 567	-43	-9,5 €
17043	BERNAY-SAINT-MARTIN	816	-8	-9,2 €
17457	LA DEUISE	1 281	-11	-8,9 €
17003	AIGREFEUILLE-D'AUNIS	4 708	-40	-8,5 €

2. Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : le fonds d'investissement des territoires (FIT)

L'article 74 du projet de loi de finances pour 2026 transforme la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation politique de la ville (DPV) et la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) en un fonds d'investissement pour les territoires (FIT).

Ces différents fonds visaient principalement le soutien aux petites collectivités rurales (DETR) et aux collectivités urbaines avec des quartiers prioritaires au sens de la politique de la ville (DPV).

En 2026, l'enveloppe totale allouée à ce nouveau fonds devrait s'élever à 1 416 M€, soit -200 M€ par rapport à la somme des trois fonds qui la composent en 2025 (-12,4%).

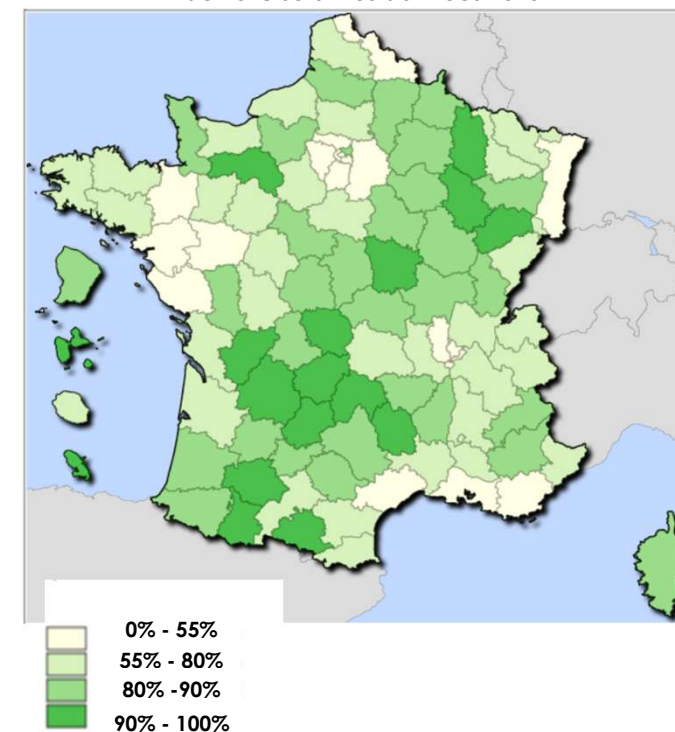
Concernant le FIT, sont éligibles les communes ou EPCI répondant à l'une de ces 3 conditions* :

Communes et EPCI situés en métropole considérés comme **ruraux** au sens de l'INSEE

Territoires ultramarins (Guadeloupe, Réunion, Guyane, Martinique et Mayotte) : les communes de moins de 35 000 habitants et les EPCI à fiscalité propres de moins de 150 000 habitants.
Les communes de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, et les EPCI de Polynésie française de moins de 150 000 habitants.

Les communes dont la **population QPV est supérieure à 10%**. Si l'EPCI détient la compétence en matière de politique de la ville, alors il peut bénéficier du FIT pour une commune.

Proportion de communes et d'EPCI éligibles au Fonds d'investissement des territoires par département à partir de 2028 selon les données 2025



*Il existe un dispositif d'éligibilité dérogatoire pour les maitres d'ouvrage et les communes ou EPCI ne remplissant pas les trois points ci-dessus sous certaines conditions.

2. Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : le fonds d'investissement des territoires (FIT)

Globalement, l'éligibilité à ce fonds ne se fait plus en fonction de la population, mais plutôt en fonction du caractère rural retenu par l'INSEE ou lorsque le poids de la population issue des quartiers prioritaires de la politique de la ville atteint 10%.

Comme pour la DETR, la DPV ou la DSIL, la quote-part ultramarine du fonds est proportionnelle à la population, majorée de 33%. En revanche, pour la répartition entre les collectivités des départements et régions d'outre-mer, le nouveau dispositif pondère la population par un indice synthétique construit à partir du rapport au potentiel financier moyen (60%) et du revenu moyen (40%). L'évolution de chaque enveloppe est encadrée entre 97% et 105% du montant, pondéré du taux d'évolution du fonds, de l'enveloppe notifiée l'année précédente. **Pour les collectivités de métropole, la répartition du fonds est sensiblement revue et s'articule autour de trois fractions :**

- La première (15%) répartie en fonction de la population des communes éligibles pondérée par un indice synthétique reposant sur l'écart au potentiel financier moyen (40%) et sur l'écart au revenu moyen (60%) ;
- La deuxième (30%) répartie en fonction de l'écart de densité de population entre les départements (plafonné à 5) ;
- La troisième (55%) en fonction de la population des communes éligibles pondérée par un indice synthétique reposant sur l'écart au potentiel financier moyen (60%) et sur l'écart au revenu moyen (40%) et par un coefficient (compris entre 1 et 15) fonction des strates démographiques.

Comme pour les collectivités ultramarines, la progression de l'enveloppe est encadrée (97%-103%).

La composition des ex-commissions DETR est ajustée pour tenir compte des nouvelles modalités d'éligibilité.

De plus, en 2026 et 2027, les communes et EPCI qui étaient éligibles en 2025 à la DETR ou à la DPV sont éligibles au FIT et leur montant d'attribution 2025 garantit un niveau minimum d'enveloppe départementale. Cela assure une sécurité au niveau de l'enveloppe départementale et de l'éligibilité au fonds pendant 2 ans pour les collectivités anciennement éligibles à la DETR et à la DPV.

Après 2027, les départements qui concentrent la plus grande proportion de collectivités éligibles sont la Guadeloupe, la Creuse, le Gers, la Dordogne et la Martinique. Tandis que ceux qui comportent proportionnellement le moins de collectivités éligibles sont les Hauts-de-Seine, la Métropole de Lyon, les Bouches-du-Rhône et le Val de Marne.

2. Concours financiers de l'Etat aux collectivités locales : le FCTVA

L'article 32 du PLF pour 2026 : nouvelles modalités d'attribution du FCTVA

Le présent article :

- ✓ **exclut les dépenses de fonctionnement des dépenses éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) ;**
- ✓ **prévoit un versement du FCTVA à plusieurs catégories d'intercommunalités l'année qui suit leur dépense d'investissement et non plus la même année** : en effet, les CC et les CA notamment perçoivent le FCTVA au titre des dépenses d'investissement éligibles mandatées en (n), l'année même : pas de décalage dans le temps. Le PLF pour 2026 prévoit un décalage d'1 an. **Par conséquent, le FCTVA au titre des dépenses d'investissement éligibles et mandatées en 2026 sera versé à ces EPCI en 2027 (au lieu de 2026) => année blanche pour le FCTVA en investissement en 2026 ;**
- ✓ rend éligibles au FCTVA les contributions des collectivités versées dans le cadre des concessions d'aménagement lorsqu'elles sont destinées à financer un équipement public ;
- ✓ rend éligibles au FCTVA les redevances versées aux sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national dans le cadre de la construction, la reconstruction, la réhabilitation et la rénovation d'écoles élémentaires ou maternelles publiques ;
- ✓ supprime la nécessité de prendre un décret dans le cas d'un versement du fonds pour des dépenses engagées au titre de la réparation des dommages causés par des intempéries exceptionnelles.

Ces mesures conduisent à réduire de près de **735 millions d'euros** le montant du FCTVA par rapport à sa dynamique anticipée dans le PLF pour 2026.

Pour mémoire pour la CCBM au CA 2024 :

FCTVA en fonctionnement : 1,6 k€

FCTVA en investissement : 119 k€

3. Le produit de TVA : retour sur la mesure de la LF pour 2025 et la nouvelle mesure du PLF pour 2026

Retour sur la mesure de gel de la TVA affectée aux collectivités territoriales en 2025 :

- ✓ Principe jusqu'en 2024 inclus : les collectivités territoriales percevaient une quote part de la TVA nette nationale l'année même (pas de décalage temporel)
- ✓ **Loi de finances pour 2025 : les collectivités territoriales perçoivent une quote-part de la TVA nette nationale constatée l'année précédente.** Aussi, en 2025, elles ont perçu, comme en 2024, une quote-part de la TVA nette nationale constatée en 2024 => année blanche en 2025.
- ✓ La loi de finances pour 2025 prévoyait une hausse de la TVA nette nationale de +2,2% par rapport 2024. Aussi, sur la base de cette hypothèse de croissance, 1,2 Md€ de TVA nette ne devait pas être versé aux collectivités territoriales mais réaffecté au budget de l'Etat.
- ✓ **PLF pour 2026 : la croissance de la TVA nette nationale entre 2024 et 2025, initialement prévue à +2,2% dans la loi de finances pour 2025, est révisée à la baisse : -0,3% entre 2024 et 2025.**

Produit de TVA nationale : les nouvelles prévisions dans le PLF pour 2026*

En Md€	Exécution 2024	Prévision 2025	Prévision 2026
TVA brute totale (en comptabilité budgétaire)	289,2	288,2	294,6
Remboursements et dégrèvements	-78,5	-78,2	-79,3
TVA nette totale (en comptabilité budgétaire)	210,7	210,0	215,4

-0,3%

+2,6%

*Source : Rapport « évaluation des voies et moyens » ; annexe au PLF pour 2026 ; Tome 1 ; Recettes

3. Le produit de TVA : retour sur la mesure de la LF pour 2025 et la nouvelle mesure du PLF pour 2026

Conclusions :

- ✓ Si cette évolution de la TVA nette nationale se confirme en 2025, alors la mesure de contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques via un gel de la TVA serait finalement une « mesure de préservation de leurs recettes de TVA sur l'année 2025 ».
- ✓ Cependant, si cette hypothèse se confirme, le produit de TVA perçu par les collectivités territoriales en 2026 serait donc en baisse par rapport à 2025 (-0,3% d'après l'estimation du PLF initial pour 2026).

L'article 33 du PLF pour 2026 : l'écèlement de la croissance future de la TVA affectée aux collectivités locales

« A compter de 2026, lorsque le taux d'évolution annuelle du montant affecté est positif, il est réduit du taux d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, constaté au titre de l'année précédente. Le produit à verser ne peut toutefois, du seul fait de cette réduction, être inférieur à celui de l'année précédente. »

Article 33 – PLF 2026

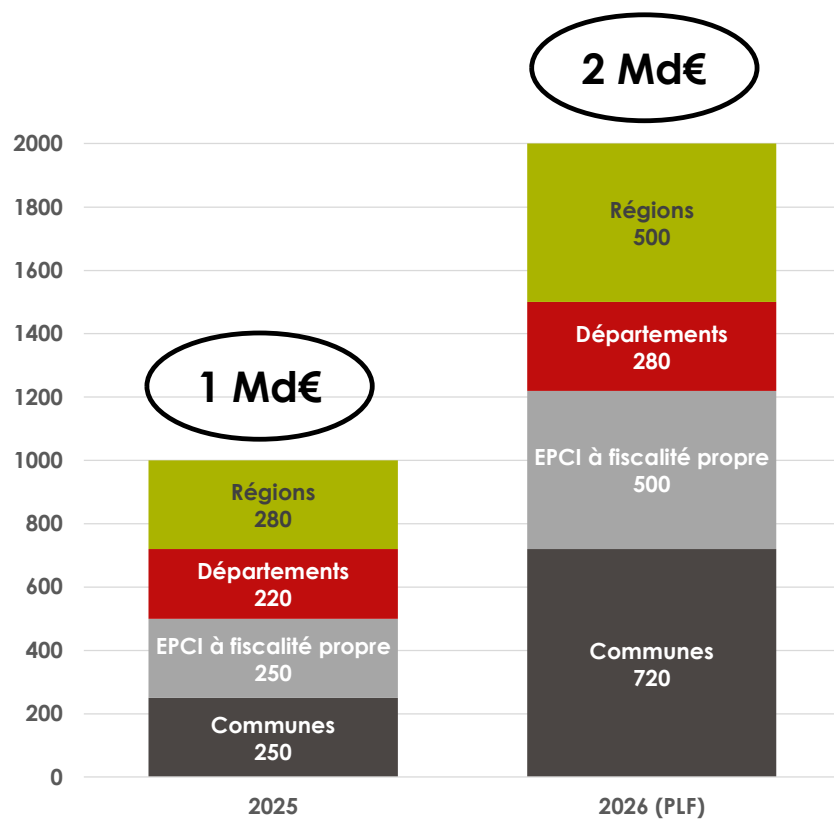
En conséquence, 3 cas de figure :

- ✓ Quand la TVA nationale diminuera, la TVA des collectivités diminuera dans les mêmes proportions ;
- ✓ Quand la TVA nationale augmentera, mais moins que l'inflation, la TVA des collectivités n'évoluera pas (gel) ;
- ✓ Quand la TVA nationale augmentera plus vite que l'inflation, la TVA des collectivités augmentera de la différence entre les deux (= évolution réelle).

4. Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO)

L'article 76 du PLF pour 2026 : le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO)

Enveloppe nationale du DILICO et sa répartition
par catégorie



✓ Le prélèvement national au profit du DILICO est doublé : il passe de 1,0 Md€ en 2025 à 2,0 Md€ dans le PLF pour 2026 ;

✓ Pour les EPCI à fiscalité propre : le montant prélevé passe de 250 M€ en 2025 à 500 M€ dans le PLF pour 2026 ;

✓ Forte hausse pour les communes : 250 M€ en 2025 à 720 M€ dans le PLF pour 2026.

Rappel du DILICO 2025 : ni la CCBM, ni ses communes membres n'ont fait l'objet d'un prélèvement au profit du DILICO 2025

4. Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO)

Eligibilité au prélèvement au profit du DILICO en 2026 et détermination des montants prélevés :

Pour chaque commune/EPCI à fiscalité propre, il est déterminé un indice synthétique en fonction de 2 critères :

- ✓ A 75% en poids dans l'indice : **potentiel financier/fiscal par habitant** de la commune/ de l'EPCI par rapport à la moyenne nationale ;
- ✓ A 25% en poids dans l'indice : **revenu par habitant** par rapport à la moyenne nationale.

Les commune/EPCI à fiscalité propre dont l'indice synthétique est supérieur à 100%/80% de l'indice synthétique moyen sont contributeurs au DILICO 2026 (les seuils sont abaissés pour le DILICO 2026 pour augmenter le nombre de contributeurs compte tenu de la hausse des enveloppes).

Le prélèvement au profit du DILICO 2026 d'une commune/d'un EPCI à fiscalité propre éligible est fonction de sa population et de son indice synthétique. **Son prélèvement ne peut excéder plus de 2% de ses recettes réelles de fonctionnement** constatée dans le compte administratif de son budget principal en 2023.

Le reversement du DILICO 2026 à partir de 2027 :

Le PLF pour 2026 prévoit également de nouvelles modalités de reversement pour le DILICO 2026 :

- ✓ **80% du prélèvement DILICO 2026** (au lieu de 90% pour le DILICO 2025) **seront reversés aux contributeurs au cours des 5 années qui suivent** (au lieu de 3 ans pour le DILICO 2025) **sous conditions d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement hors dette** ;
- ✓ **20% du prélèvement DILICO 2026** (au lieu de 10% pour le DILICO 2025) **abonderont le fonds de péréquation intercommunale et communale (FPIC) au cours des 5 années qui suivent** (au lieu de 3 ans pour le DILICO 2025).

4. Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO)

**Simulations du DILICO 2026 en application du PLF initial pour 2026 pour les communes et EPCI à fiscalité propre en Charente Maritime
(Montants en €)**

	Pop DGF	DILICO 2025	DILICO 2026 (PLF)	DILICO 2026 par hbt
CC ILE DE RE	32 549	0	439 103	13,5 €
CA LA ROCHELLE	197 024	0	1 890 127	9,6 €
SAINTES - GRANDES RIVES - L'AGGLO	64 333	0	404 051	6,3 €
VALS DE SAINTONGE COMMUNAUTE	56 839	0	100 809	1,8 €
CA ROCHEFORT OCEAN	71 720	0	111 202	1,6 €
CC AUNIS ATLANTIQUE	33 508	0	0	0,0 €
CC DE LA HAUTE SAINTONGE	74 576	0	0	0,0 €
CC AUNIS SUD	34 610	0	0	0,0 €
CC COEUR DE SAINTONGE	18 941	0	0	0,0 €
CC DU BASSIN DE MARENNES	17 564	0	0	0,0 €
CC ILE D'OLERON	42 910	0	0	0,0 €
CC DE GEMOZAC ET DE LA SAINTON	15 875	0	0	0,0 €
CA ROYAN ATLANTIQUE	124 465	0	0	0,0 €

**Ni la CCBM ni ses communes membres ne devraient faire l'objet d'un
prélèvement au profit du DILICO 2026 (avec la version PLF initial pour 2026)**

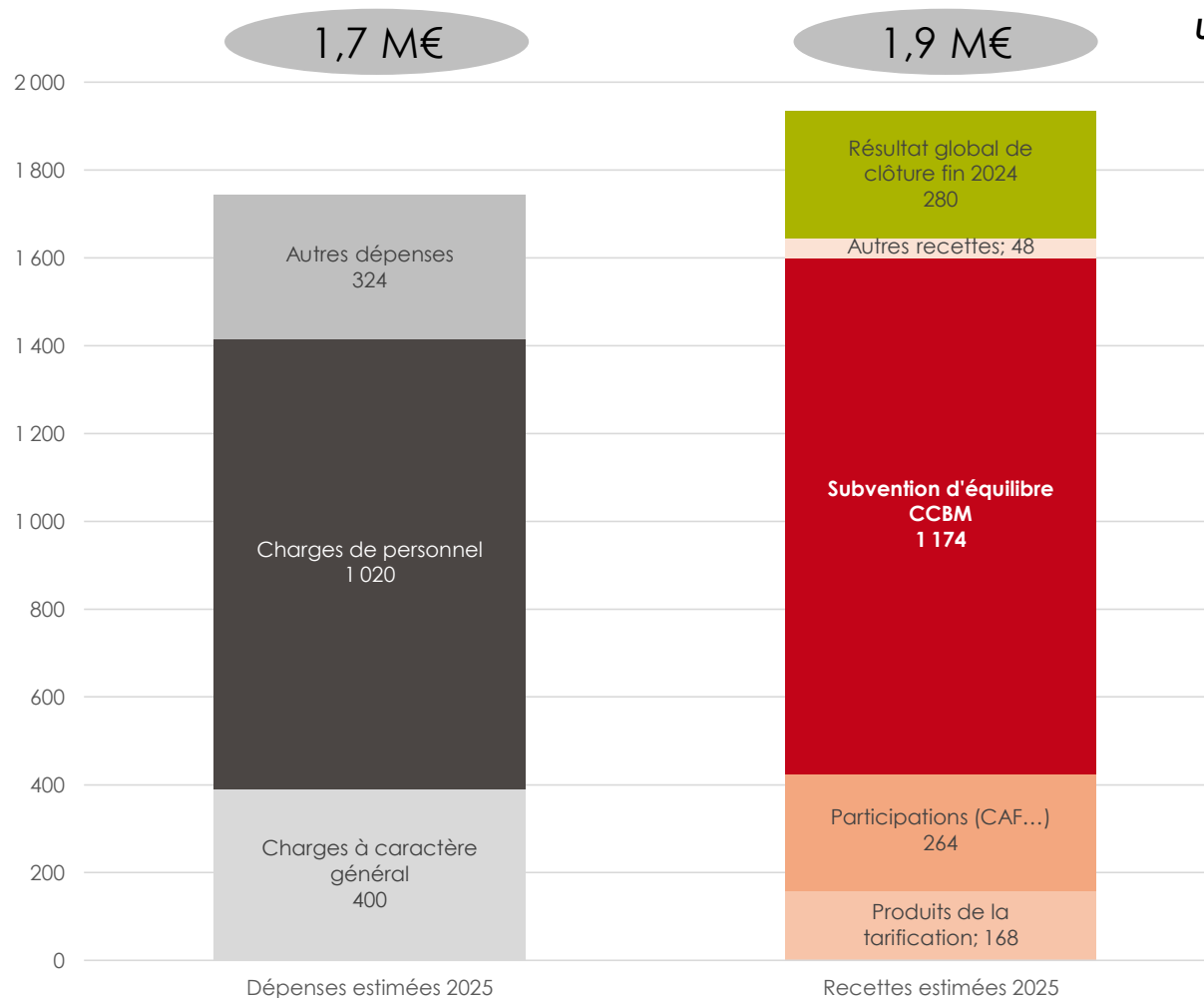
	Pop DGF	DILICO 2025	DILICO 2026 (PLF)	DILICO 2026 par hbt
17306 ROYAN	29 091	59 727	938 397	32,3 €
17094 CHATELAILLON-PLAGE	8 691	25 526	273 436	31,5 €
17074 BUSSAC-FORET	1 098	1 140	30 984	28,2 €
17066 BRIE-SOUS-ARCHIAC	240	0	6 648	27,7 €
17286 PORTES-EN-RE	2 219	44 055	60 545	27,3 €
17051 BOIS-PLAGE-EN-RE	4 037	34 579	109 831	27,2 €
17197 JONZAC	4 567	0	113 703	24,9 €
17207 LOIX	1 491	0	36 542	24,5 €
17121 COUARDE-SUR-MER	3 015	19 042	72 759	24,1 €
17477 VILLIERS-COUTURE	128	0	3 076	24,0 €
17019 ARS-EN-RE	2 413	1 849	57 971	24,0 €
17333 SAINT-GEORGES-DE-DIDONNE	11 071	0	239 604	21,6 €
17380 SAINT-PALAIS-SUR-MER	8 546	16 939	184 719	21,6 €
17297 RIVEDOUX-PLAGE	3 397	0	71 168	21,0 €
17020 ARTHENAC	350	2 628	7 304	20,9 €
17326 SAINT-EUGENE	298	0	6 030	20,2 €
17200 LAGORD	8 043	0	160 584	20,0 €
17274 PERIGNY	9 116	0	169 803	18,6 €
17318 SAINT-CLEMENT-DES-BALEINES	1 878	0	34 522	18,4 €
17048 BLANZAC-LES-MATHA	353	0	6 480	18,4 €
17300 LA ROCHELLE	89 576	0	1 610 715	18,0 €
17461 VAUX-SUR-MER	8 167	23 846	145 450	17,8 €
17225 LES MATHES	6 219	0	99 463	16,0 €
17010 ANGOULINS	4 491	0	60 194	13,4 €
17360 SAINTE-MARIE-DE-RE	5 302	0	66 932	12,6 €
17168 FOURAS	6 276	0	77 792	12,4 €
17110 CLERAC	1 058	0	11 698	11,1 €
17289 PREGUILLAC	454	0	3 258	7,2 €
17161 LA FLOTTE	5 036	0	21 176	4,2 €
17323 SAINT-DENIS-D'OLERON	3 576	0	3 095	0,9 €



2. SITUATION FINANCIÈRE À FIN 2025 : LES PRÉ-CA 2025

Situation financière estimée à fin 2025 : le budget principal du CIAS

**Estimation du pré-CA
2025 du budget
principal du CIAS**



**Un résultat global de clôture autour
de +0,2 M€ fin 2025**

**Une subvention d'équilibre
versée par la CCBM au CIAS
estimée à 1 174 k€ pour 2025**

Situation financière estimée à fin 2025 : le budget principal du CIAS

Les charges et produits de fonctionnement du budget principal du CIAS de 2018 à 2025 (estimation)

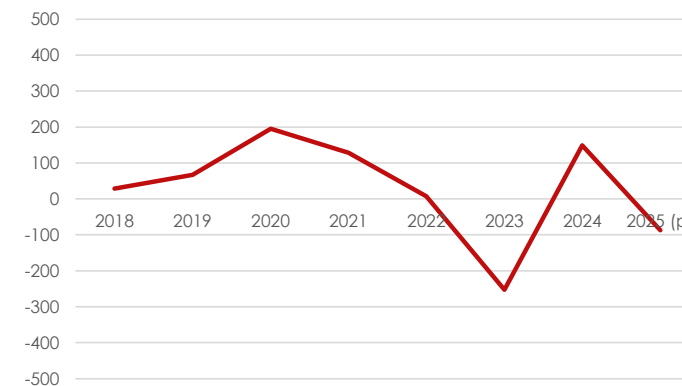
Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Charges à caractère général	138	171	164	282	290	305	298	400
Charges de personnel (hors MAD CCBM)	504	642	661	798	896	984	943	900
Charges de personnel MAD CCBM	0	0	0	0	0	0	117	120
Charges de gestion courante	162	164	174	169	185	212	235	317
Charges financières (hors intérêts)	0	0	0	1	0	1	0	0
Charges exceptionnelles	0	0	0	1	15	10	3	2
Dotations amort. et provisions (réel)	0	0	0	0	0	0	1	1
Charges de fonctionnement hors dette	805	977	999	1 251	1 387	1 512	1 598	1 740

Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Atténuations de charges	1	14	2	1	2	5	58	37
Produits des services	124	148	130	191	217	183	211	168
Subvention d'équilibre CCBM	650	795	684	588	586	681	1 039	1 174
Dotations et participations	58	87	375	593	575	384	311	264
Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	126	9
Produits exceptionnels hors cessions	0	0	2	6	15	6	1	0
Produits de fonctionnement hors dette	833	1 044	1 194	1 379	1 395	1 259	1 747	1 653

Epargne de gestion

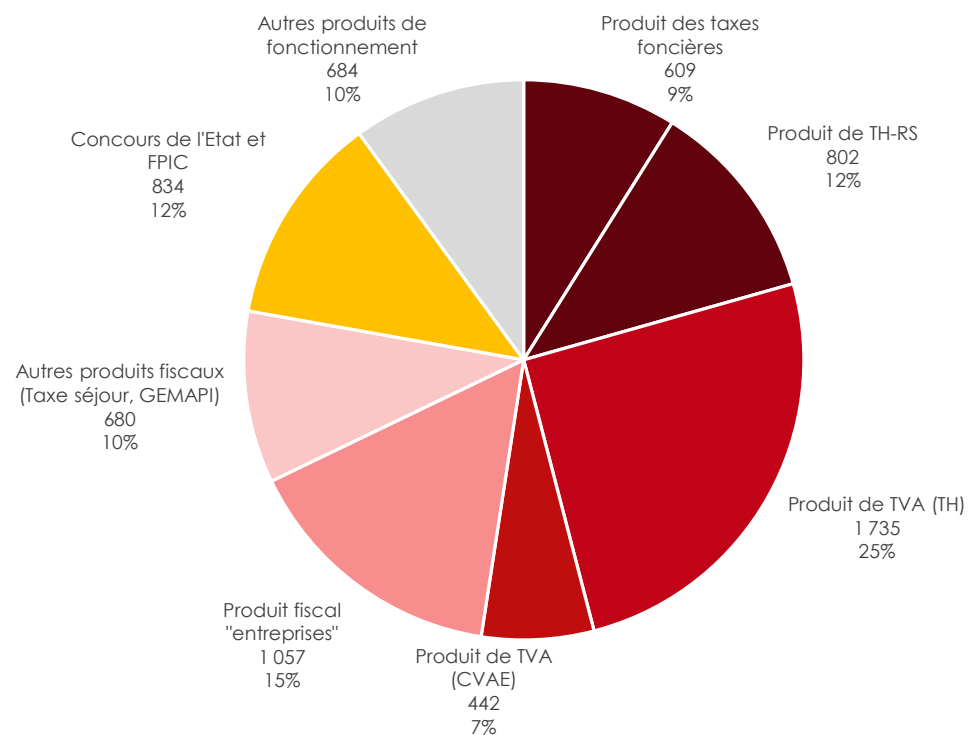
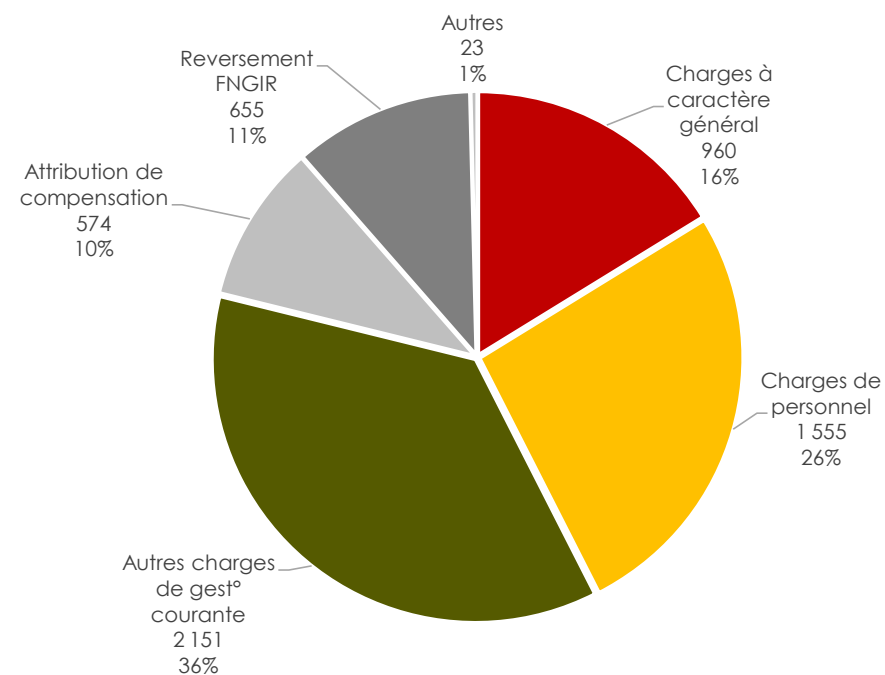


=> Un doublement de la subvention d'équilibre versée par la CCBM au CIAS depuis 2022

Estimation du résultat global de clôture fin 2025

Epargne de gestion	-87
- Dépenses d'investissement	4
+ Recettes d'investissement	2
+ Résultat global de clôture 2024	280
= Résultat global de clôture estimé fin 2025	190

L'épargne de gestion 2025 estimée du budget principal de la CCBM

Les produits de fonctionnement du pré-CA 2025
6,8 M€Les charges de fonctionnement hors dette du pré-CA 2025
5,9 M€

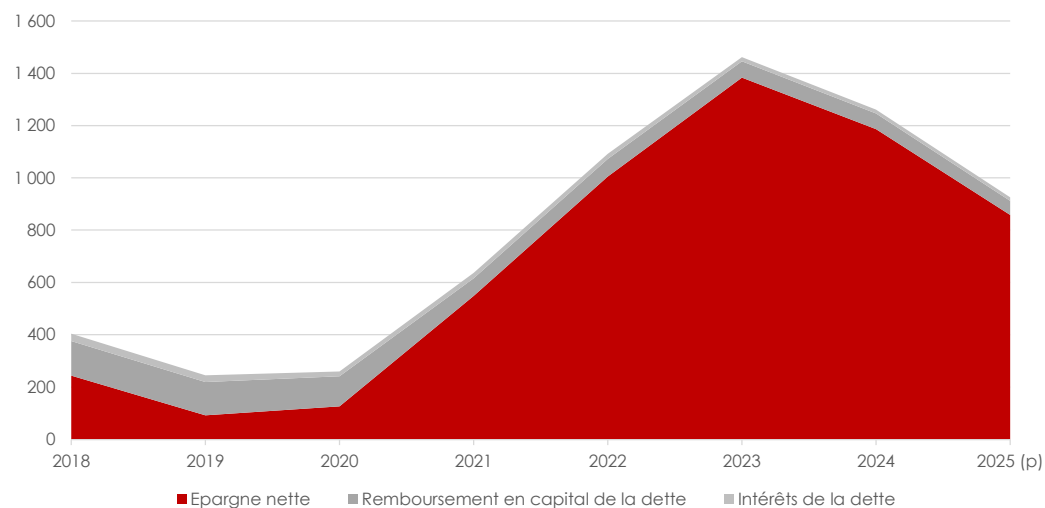
Epargne de gestion 2025 provisoire = 6,8 M€ - 5,9 M€ = 0,9 M€

La chaîne de l'épargne

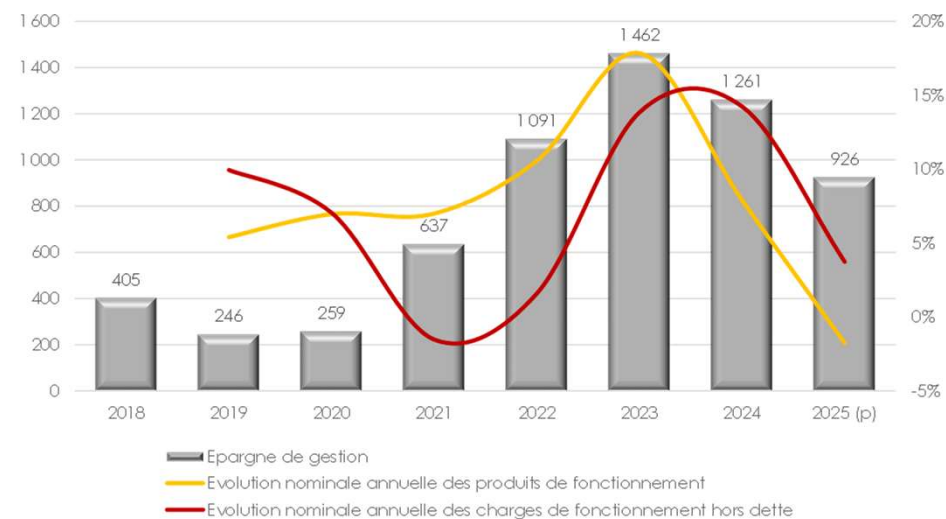
Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
Produits de fonctionnement	4 393	4 630	4 953	4 954	5 478	6 456	6 966	6 843
- Charges de fonctionnement hors dette	3 988	4 385	4 694	4 318	4 387	4 994	5 704	5 917
= EPARGNE DE GESTION (EG)	405	246	259	637	1 091	1 462	1 261	926
- Intérêts	28	27	18	21	19	17	15	14
= EPARGNE BRUTE (EB)	376	219	241	616	1 073	1 445	1 246	912
- Capital	132	127	114	67	67	62	61	54
= EPARGNE NETTE (EN)	244	92	127	549	1 005	1 383	1 186	858

La chaîne de l'épargne



L'épargne de gestion

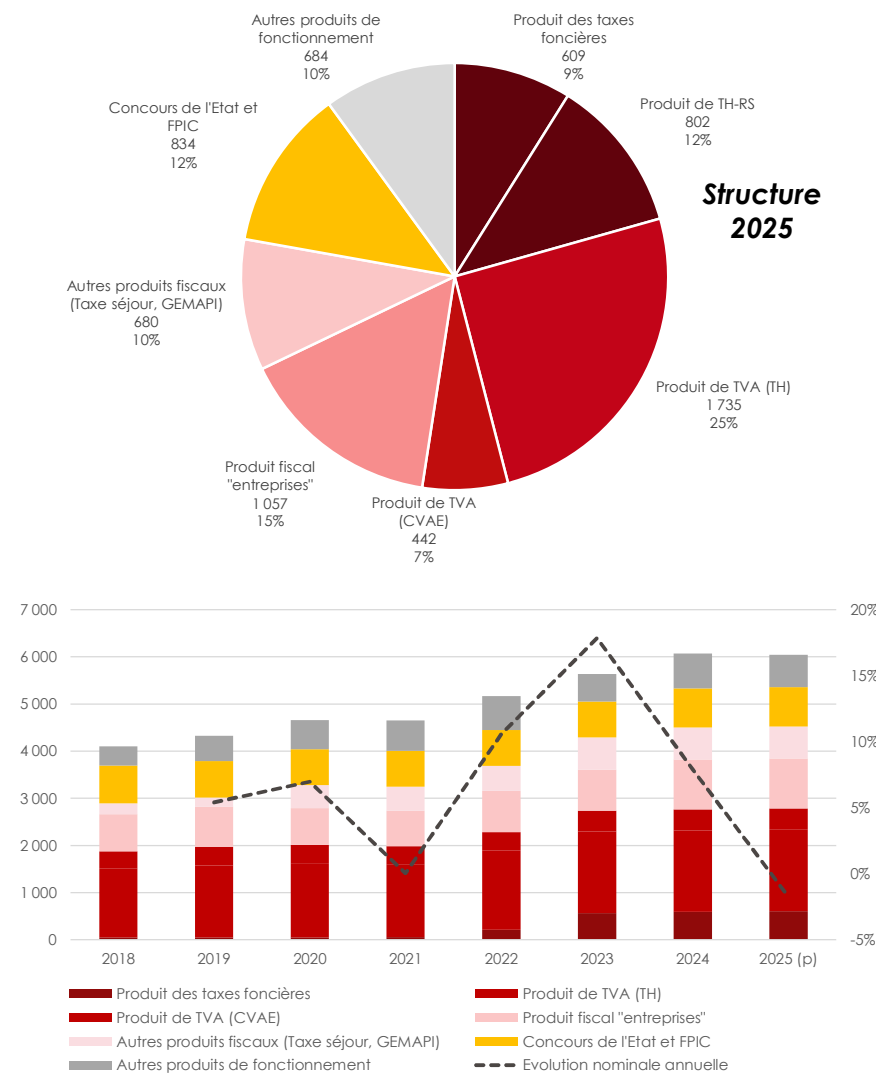


Les produits de fonctionnement

Les produits de fonctionnement

Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
Impôts et taxes recomposés	3 185	3 318	3 575	3 547	3 991	5 106	5 395	5 325
Produit de la TH - résidences secondaires	291	300	294	301	306	816	893	802
Produit des taxes foncières	49	51	52	55	214	568	595	609
Produit de TH-RP / TVA (TH)	1 466	1 524	1 556	1 533	1 680	1 726	1 726	1 735
Produit de CVAE / TVA (CVAE)	362	397	401	400	391	441	443	442
Produit fiscal "entreprises"	783	844	782	752	871	876	1 061	1 057
Produit GEMAPI	132	0	320	318	321	427	309	409
Produit taxe de séjour	127	190	159	181	205	252	287	251
Rôles supplémentaires / lissage	-26	12	12	7	2	0	81	20
Concours de l'Etat + FPIC	800	770	761	765	763	764	829	834
DGF - dotation d'intercommunalité	414	384	385	385	387	388	443	464
DGF - dotation de compensation	232	226	222	218	213	212	209	201
Attribution FPIC	154	160	154	161	163	164	177	170
Autres produits de fonctionnement	408	542	617	643	724	586	742	684
Autres dotations et participations (74)	151	412	349	448	550	384	306	377
Attribution de compensation reçue	55	35	35	33	33	35	33	38
Divers (70 hors CIAS) + (75) + (013)	135	79	105	126	139	119	280	147
Remboursement Mad CIAS	0	0	0	0	0	0	117	120
Produits exceptionnels (77 hors cessions)	67	16	129	37	2	48	4	3
Produits de fonctionnement	4 393	4 630	4 953	4 954	5 478	6 456	6 966	6 843
Variation annuelle		238	322	2	524	978	510	-122
Evolution nominale annuelle		5,4%	7,0%	0,0%	10,6%	17,8%	7,9%	-1,8%



Focus sur la fiscalité communautaire

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
Base nette THRS	3 584	3 696	3 617	3 705	3 765	4 080	4 465	4 009
Taux d'imposition THRS	8,12%	8,12%	8,12%	8,12%	8,12%	20,00%	20,00%	20,00%
Produit fiscal THRS	291	300	294	301	306	816	893	802
Base nette THRP	15 966	16 544	16 811					
Taux d'imposition THRP	8,12%	8,12%	8,12%					
Produit fiscal THRP strict	1 296	1 343	1 365					
+ Compensation TH	169	181	191					
+ Produit de TVA(TH)				1 533	1 680	1 726	1 726	1 735
Produit fiscal TH-RP / TVA (TH)	1 466	1 524	1 556	1 533	1 680	1 726	1 726	1 735
Base nette FB	14 087	14 484	14 803	14 970	15 605	16 884	17 798	18 210
Taux d'imposition FB	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Produit fiscal FB strict	0	0	0	0	156	507	534	546
+ Compensation FB - établis. Industriels				0	0	0	0	0
Produit fiscal FB recomposé	0	0	0	0	156	507	534	546
Base nette FNB	671	706	697	738	776	817	812	826
Taux d'imposition FNB	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%
Produit fiscal FNB	31	32	32	34	36	37	37	38
+ Produit taxe additionnelle FnB	19	19	20	22	22	24	24	25
Produit fiscal FnB y.c. TaFnB	49	51	52	55	58	61	61	63
Base nette CFE	2 107	2 067	2 082	1 984	1 989	2 142	2 269	2 350
Taux d'imposition CFE	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%	26,84%
Produit fiscal CFE strict	521	512	515	491	492	530	562	631
+ Compensation CFE - bases min < 5k€ de CA		32	35	45	53	52	58	58
+ Compensation CFE - établis. Industriels				23	26	27	28	29
Produit fiscal CFE recomposé	521	543	550	559	571	609	648	718
Produit IFER	54	56	64	64	71	77	83	85
Produit TASCOM	208	244	167	128	230	190	330	254
Produit fiscal "entreprises"	783	844	782	752	871	876	1 061	1 057
Produit CVAE / TVA (CVAE)	362	397	401	400	391	441	443	442
Produit de la taxe GEMAPI	132	0	320	318	321	427	309	409
Produit de la taxe de séjour	127	190	159	181	205	252	287	251
Rôles supplémentaires / lissage	-26	12	12	7	2	0	81	20
Autres impôts et taxes	233	201	490	506	528	679	678	680
Impôts et taxes "recomposés"	3 185	3 318	3 575	3 547	3 991	5 106	5 395	5 325
Evolution nominale annuelle		4,2%	7,7%	6,9%	12,5%	27,9%	5,7%	-1,3%

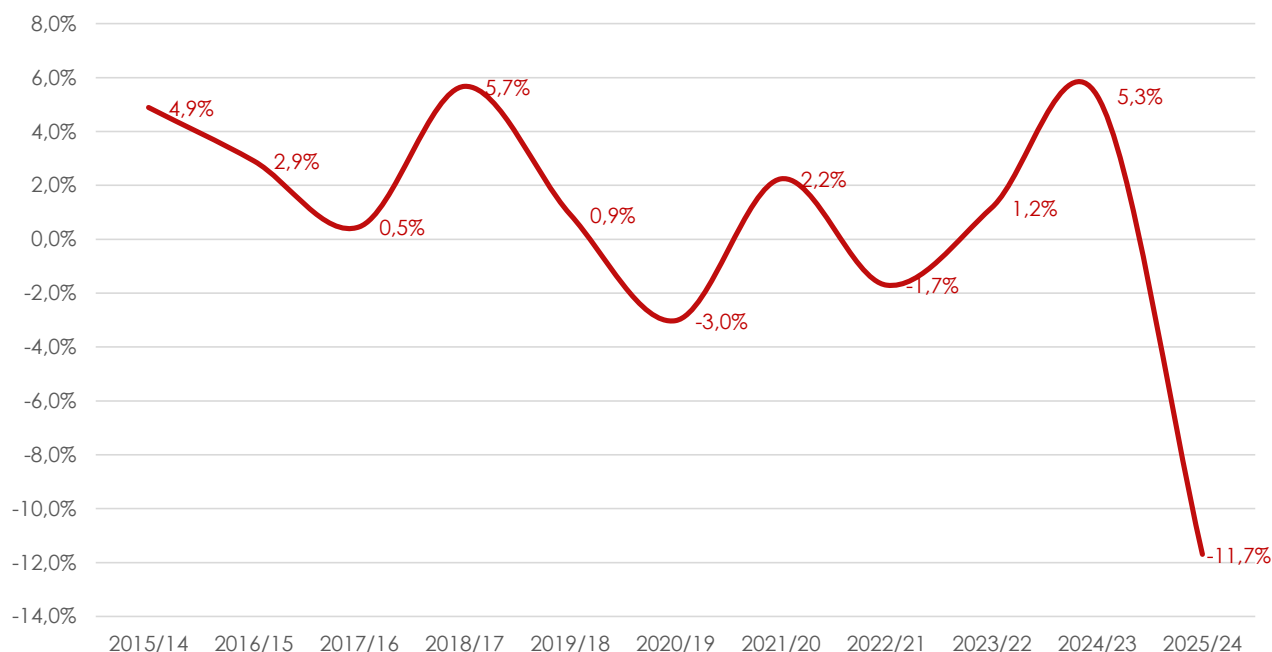
L'analyse des impôts et taxes de la CCBM nécessite préalablement d'être recomposée en raison **des réformes fiscales majeures** intervenues au cours de cette période :

- ✓ A partir de 2019, **les entreprises soumises à la base minimum CFE et ayant un chiffre d'affaires inférieur à 5 000 € ont été exonérées de cotisation CFE**. La CCBM perçoit une compensation fiscale à ce titre (58k€ en 2025).
- ✓ A partir de 2021, **la CCBM ne perçoit plus la taxe d'habitation sur les résidences principales ni la compensation fiscale TH** (exonération de TH pour les personnes de plus de 60 ans, veufs/veuves, personnes handicapées sous condition de revenu). **La communauté perçoit à la place une quote-part de la TVA nationale** et continue de percevoir le produit de TH sur les résidences secondaires. En 2022, son produit de TVA a très fortement progressé (+9,6%) par rapport à 2021) en raison de la reprise économique et de la consommation au lendemain de la crise COVID 19 et du retour de l'inflation. En 2023, ce produit de TVA-TH a progressé de +3,7% par rapport à 2022. Toutefois, en 2024, ce produit n'a que faiblement évolué et, en raison de la LF pour 2025, a été figé en 2025 (hors effet régularisation de la TVA définitive 2024 sur l'exercice 2025).
- ✓ Dans le cadre du plan de relance et de la réduction des impôts dits de production acquittés par les entreprises, **la valeur locative des établissements industriels a été réduite de moitié** entraînant une perte de recettes fiscales CFE pour la CCBM. Cette perte de recettes fiscales a fait l'objet d'une compensation CFE de 29 k€ en 2025.
- ✓ En 2023, **la CCBM ne perçoit plus de CVAE qui a été compensée, là aussi, par une quote-part de TVA nationale**.

Focus sur la fiscalité communautaire : les bases nettes de TH-RS

Evolution annuelle physique des bases nettes de taxe d'habitation sur les résidences secondaires sur longue période

(à savoir hors coefficient de revalorisation des valeurs locatives)



Le produit de TH-RS constitue un produit fiscal important dans le budget principal de la communauté : près de 0,9 M€ en 2024.

L'utilisation du levier fiscal sur cette taxe a constitué un élément fondamental dans le redressement des comptes de la CCBM et de la construction de marges financières permettant le développement des services publics communautaires.

Point de vigilance au regard de l'évolution des bases nettes de TH-RS sur longue période :

- ✓ L'évolution des bases nettes de TH-RS a été très erratique au cours des 10 dernières années.
- ✓ La CCBM voit ses bases nettes de TH-RS augmenter fortement en 2024 puis diminuer en 2025.

Rapport de la Cour des Comptes ; « Gérer mes biens immobiliers » (GMBI) ; janvier 2025

« Le déploiement de GMBI s'est déroulé dans des conditions particulièrement difficiles et, de ce fait, plus d'un million de contribuables ont été imposés, à tort, à la taxe d'habitation ou à la taxe sur les logements vacants. L'administration a dû consentir des dégrèvements très importants, d'un montant supérieur à 1,3 Md€, équivalent à 34 % du produit de ces taxes en 2023. »

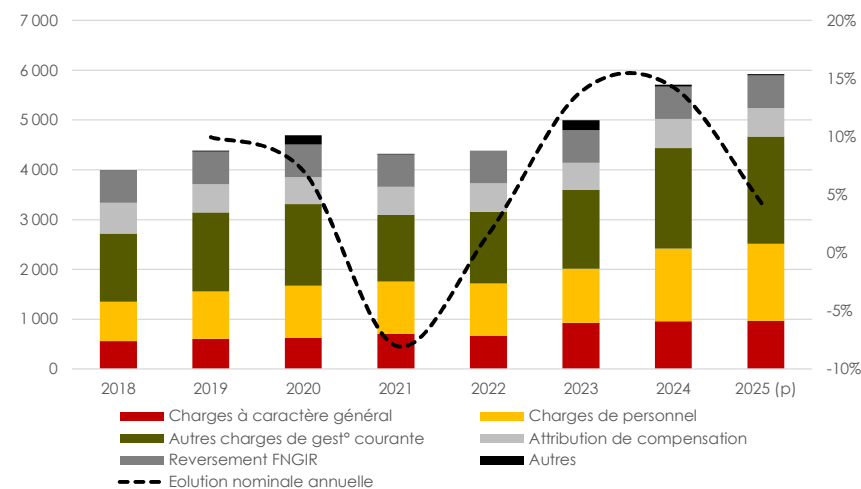
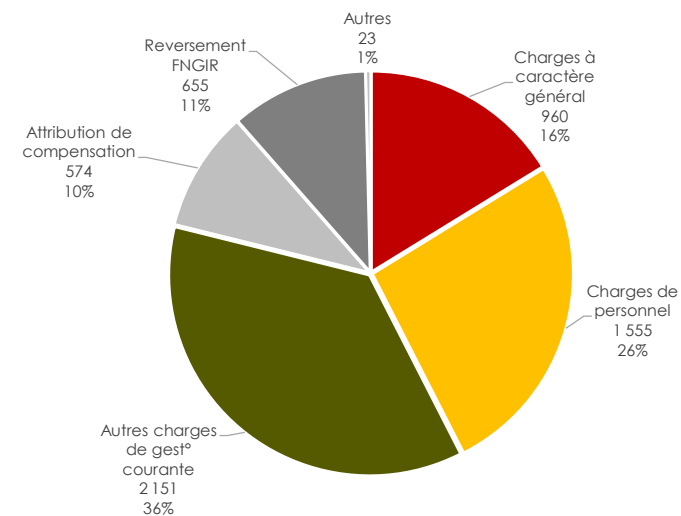
Les charges de fonctionnement hors dette

Les charges de fonctionnement hors dette

Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	Budget
Charges fct courant strictes	2 720	3 142	3 307	3 090	3 152	3 602	4 436	4 666	5 219
Charges à caractère général	559	606	624	710	663	925	957	960	1 178
Charges de personnel	794	952	1 047	1 049	1 051	1 083	1 460	1 555	1 599
Autres charges de gest° courante	1 367	1 584	1 637	1 331	1 439	1 594	2 018	2 151	2 442
CIAS Bassin de Marennes	650	795	684	588	586	681	1 039	1 174	1 465
PETR Pays Marennes Oléron	205	192	154	132	132	143	168	172	172
Office de Tourisme Marennes Oléron	242	262	262	262	262	262	282	262	262
Syndicat mixte Charente Aval	0	5	55	47	60	79	79	79	79
CA Rochefort Océan	0	0	0	0	54	62	67	67	67
Solde charges de gestion courante	270	330	482	301	345	367	382	397	397
Charges exceptionnelles	1	4	5	3	2	154	6	4	4
Atténuations de produits	1 268	1 239	1 382	1 225	1 232	1 238	1 263	1 248	1 259
Attribution de compensation	613	568	547	566	575	538	582	574	574
Reversement FNGIR	655	655	655	655	655	655	655	655	655
Divers	0	16	180	4	3	45	26	19	30
Charges fonctionnement hors intérêts	3 988	4 385	4 694	4 318	4 387	4 994	5 704	5 917	6 482

Structure 2025



Les dépenses d'équipement et leur financement

Estimation des dépenses d'équipement réalisées en 2025

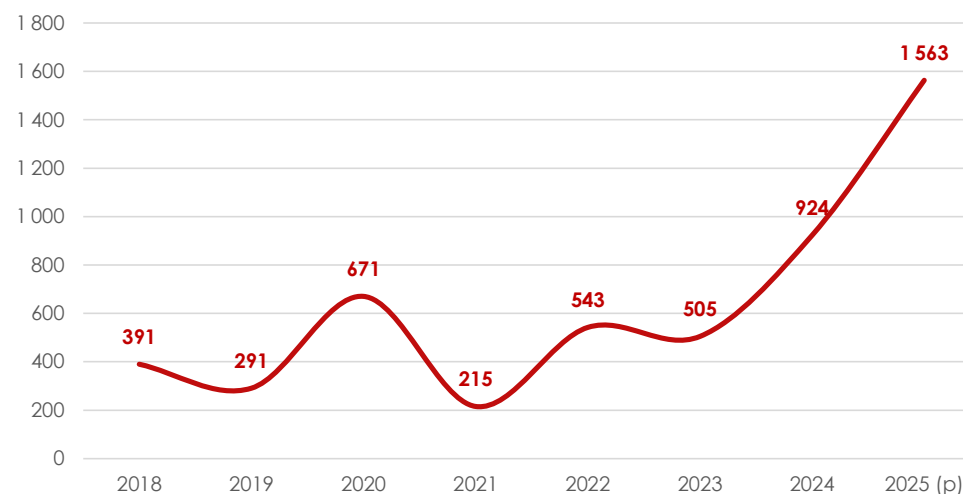
Montants en k€

Crédits 2025	Réalisé	Pré-CA 2025
--------------	---------	-------------

au 20.11

	Crédits 2025	Réalisé	Pré-CA 2025
GEMAPI	189	103	103
Grand Site Brouage	225	93	95
Aire de grands passages	436	26	26
Réhabilitation de la crèche intercommunale	84	19	19
Gestion portuaire	38	10	10
Stratégie foncière	130	0	10
Réhabilitation ancien siège	1 103	489	490
Club de voile	69	68	68
Réhabilitation du gymnase	210	0	210
ZA les Groix à Nieulle sur seudre	116	113	113
Matériel et équipements divers	357	222	230
Aménagement rond point des pompiers	60	0	0
Projet Seudre	87	0	0
Participation PIG - OPAH	132	38	40
Etudes requalif ZAE Grossines	146	5	5
Itinéraires cyclables	414	139	139
Régie des déchets - subventions exceptionnelles	0	0	0
Divers hors dette	14	5	5
Dépenses d'équipement (budget principal)	3 810	1 328	1 563

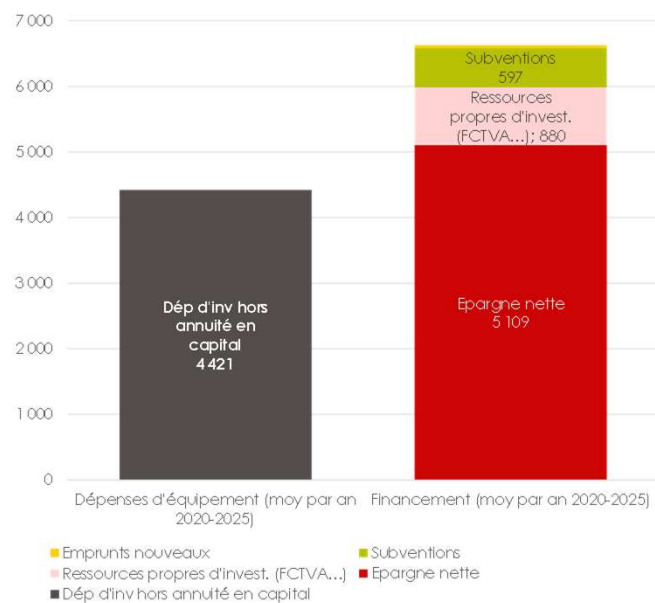
Les dépenses d'équipement réalisées par la CCBM sur son budget principal depuis 2018



Les dépenses d'équipement et leur financement

Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
Dép d'inv hors annuité en capital	391	291	671	215	543	505	924	1 563
Financement de l'investissement	433	181	634	713	1 238	1 488	1 366	1 191
EPARGNE NETTE	244	92	127	549	1 005	1 383	1 186	858
Ressources propres d'inv. (RPI)	40	89	267	9	126	25	126	326
FCTVA	0	39	207	7	57	18	119	183
Produits des cessions	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe d'aménagement et autres	40	50	60	3	69	7	8	143
Subventions yc DETR	149	0	194	155	106	80	55	7
EMPRUNT	0	0	46	0	0	0	0	0
Variation de l'excédent global	42	-110	-37	498	695	983	443	-372



Sur le mandat 2020-2025, la CCBM aura réalisé 4,4 M€ de dépenses d'investissement hors dette en cumulé sur 6 ans.

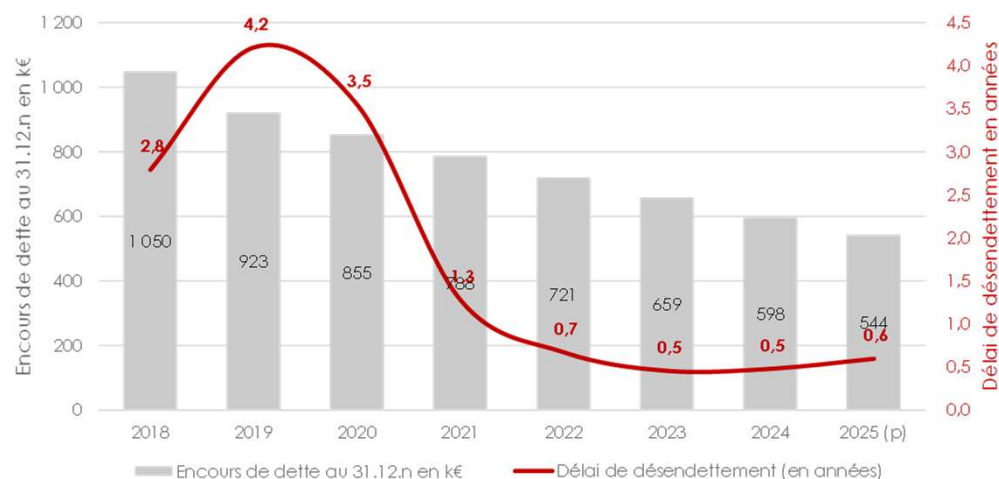
Ces dépenses ont été financées exclusivement grâce à l'autofinancement, au FCTVA et aux subventions ; la communauté n'ayant quasiment pas emprunté sur la période.

L'encours de dette et le résultat global de clôture

L'encours de dette et le délai de désendettement

Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
Encours de dette au 01.01.n	1 182	1 050	923	855	788	721	659	598
+ Emprunts nouveaux	0	0	46	0	0	0	0	0
- Remboursement en capital	132	127	114	67	67	62	61	54
Encours de dette au 31.12.n	1 050	923	855	788	721	659	598	544
/ Epargne brute	376	219	241	616	1 073	1 445	1 246	912
= Délai de désendettement (en années)	2,8	4,2	3,5	1,3	0,7	0,5	0,5	0,6

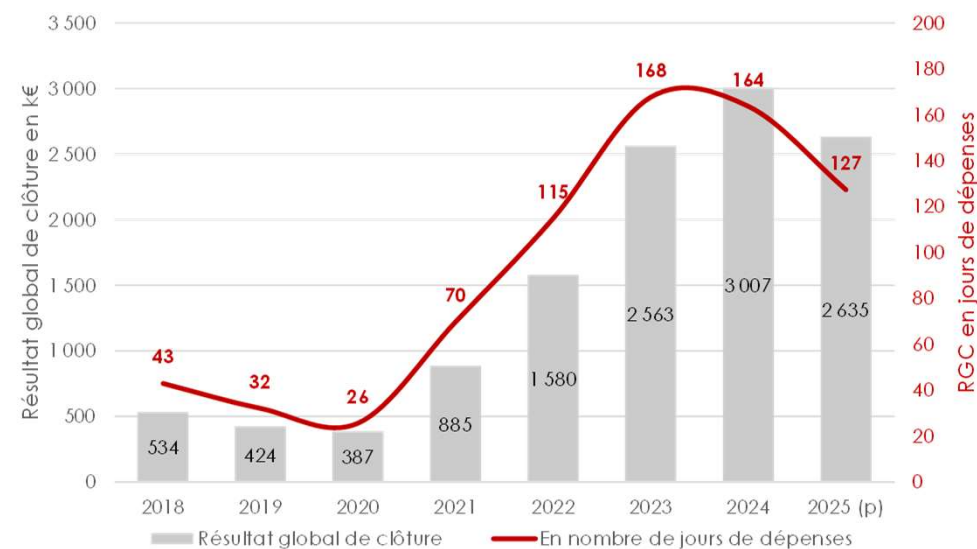


Sans recours à l'emprunt au cours des dernières années, la CCBM s'est désendettée tout au long de la période étudiée. Son encours de dette est ainsi passé de 1,2 M€ au 01.01.2018 à 0,5 M€ fin 2025.

Le résultat global de clôture

Montants en K€

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (p)
Résultat global de clôture (n-1)	492	534	424	387	885	1 580	2 563	3 007
+ Variation de l'RGC	42	-110	-37	498	695	983	443	-372
Résultat global de clôture	534	424	387	885	1 580	2 563	3 007	2 635
En nombre de jours de dépenses	43	32	26	70	115	168	164	127



Depuis 2021, la CCBM a accru ses résultats qui se sont élevés à 3,0 M€ fin 2024.

Avec la montée en puissance des dépenses d'équipement, la CCBM mobilise notamment ses excédents antérieurs pour les financer à partir de 2025 lui évitant ainsi de recourir à de nouveaux emprunts.

Synthèse

Sur la base du pré-CA estimé pour l'année 2025, la communauté de communes du Bassin de Marennes devrait continuer de dégager un niveau d'épargne significatif confirmant ainsi la trajectoire financière fixée par le Conseil Communautaire : accroître les marges d'épargne de la CCBM afin de la doter des moyens suffisants pour financer un programme d'investissement majeur.

Sa situation financière s'avère ainsi bonne au regard des principaux indicateurs financiers :

- ✓ **Son niveau d'épargne nette fin 2025 devrait rester à un niveau haut : supérieur à 800 k€ fin 2025** quand ce niveau d'épargne nette oscillait autour de 240 k€/an en moyenne entre 2014 et 2021 ;
- ✓ **La CCBM poursuit la réalisation de son programme d'investissement avec plus d'1,5 M€ de dépenses d'équipement mandatées sur 2025 soit le plus haut niveau de dépenses d'équipement constaté depuis 2018** (0,5 M€ par an en moyenne). Ces dépenses ont été financées uniquement grâce à l'autofinancement (épargne nette), les subventions et le FCTVA et **sans recours à de nouveaux emprunts** ;
- ✓ **Son encours de dette reste très faible et diminue chaque année** : moins de 0,6 M€ fin 2025 sur son budget principal. Son délai de désendettement, à savoir le nombre d'années nécessaire pour rembourser sa dette si la communauté y consacrait l'ensemble de son épargne est également très faible : moins d'1 an (autour de 5 ans en moyenne nationale pour le bloc communal).

Rappelons que cette forte progression des soldes intermédiaires de gestion de la CCBM en particulier au cours des derniers exercices (+0,3 M€ d'épargne de gestion) a été le résultat de deux effets conjugués :

1. D'une **forte progression des produits de fonctionnement de la communauté (de l'ordre de près de +1,9 M€ depuis 2021)** : création de la taxe foncière sur les propriétés bâties communautaire (taux d'imposition : 3,00% en 2024 ; produit fiscal FB perçu : 534k€), hausse conséquente du taux d'imposition de TH sur les résidences secondaires en 2023 (gain fiscal de THRS : +530k€) et dans une moindre mesure grâce à la hausse du produit de TVA (qui toutefois s'est avéré très faible en 2024 et 2025 en raison de la mesure de « gel » de la LF pour 2025) et de la taxe de séjour.
2. **A l'inverse, ses charges de fonctionnement ont connu une croissance plus faible (de l'ordre de +1,6 M€ depuis 2021) que celle des produits permettant ainsi à la CCBM d'accroître ses marges d'épargnes.** Cette hausse des charges de fonctionnement hors dette s'explique par la hausse des charges à caractère en raison notamment de l'inflation (dépenses d'énergie, hausse de coûts de maintenance...), des charges de personnel en lien aussi avec l'inflation (mesures nationales pour la préservation du pouvoir d'achat des agents de la fonction publique), par la mise en œuvre des projets communautaires (études, recrutements) et par la hausse importante de la participation versée au CIAS (qui a été doublée en 3 ans) notamment pour le financement des compétences petite enfance et enfance.

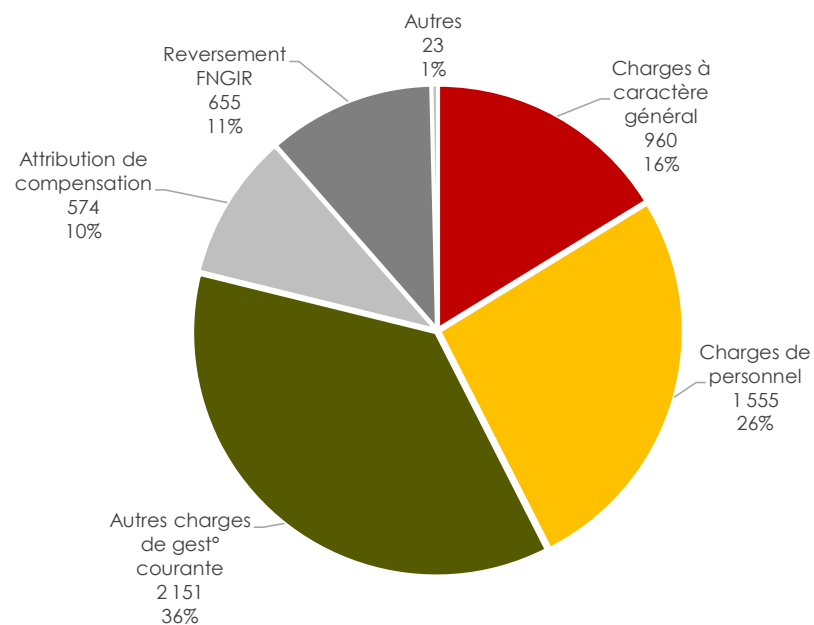


3. SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE (SANS LE PLF POUR 2026)

Les hypothèses du scénario de référence : le changement de structure du budget principal

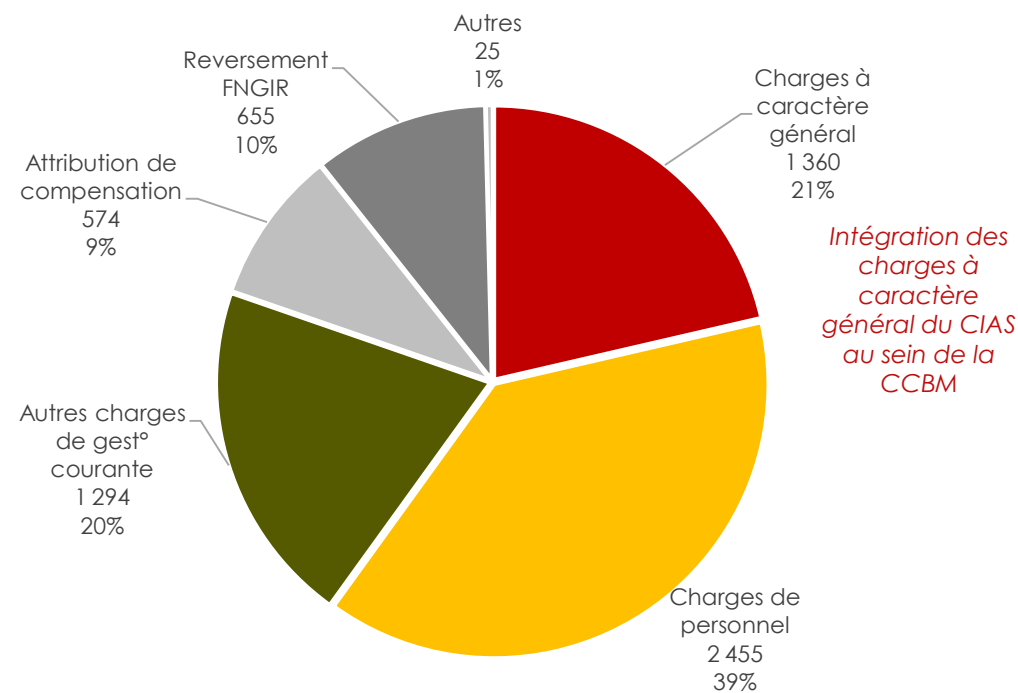
Avec la reprise de compétences du CIAS (enfance et petite enfance...) au sein de la CCBM, la structure du budget principal de la communauté va être profondément modifiée à partir du 1^{er} janvier 2026.

Les charges de fonctionnement hors dette du pré-CA 2025
5,9 M€ - périmètre actuel



Suppression de la subvention d'équilibre versée au CIAS

Les charges de fonctionnement hors dette du pré-CA 2025
6,4 M€ - nouveau périmètre



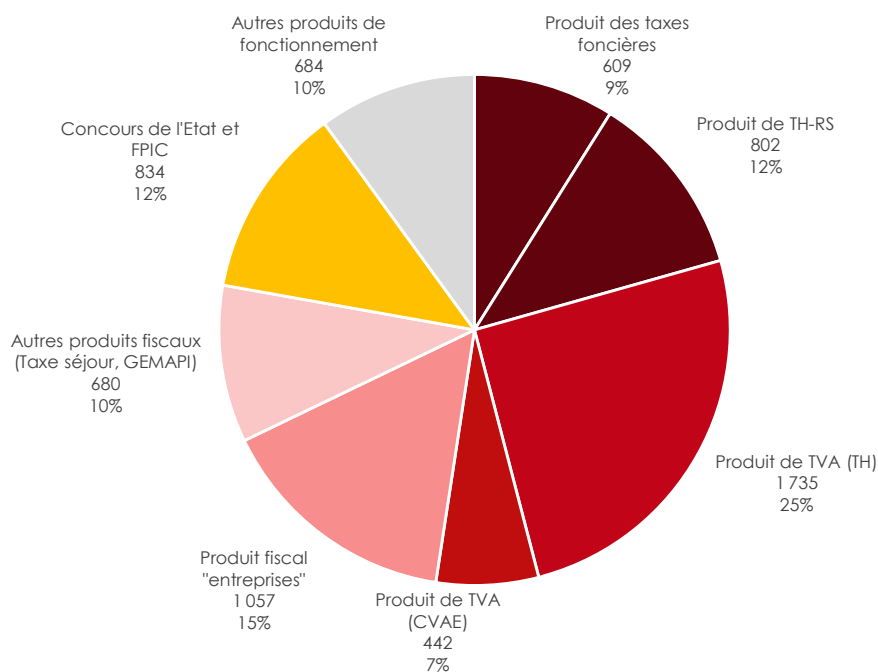
Intégration des charges à caractère général du CIAS au sein de la CCBM

Intégration du personnel du CIAS au sein du personnel CCBM

Les hypothèses du scénario de référence : le changement de structure du budget principal

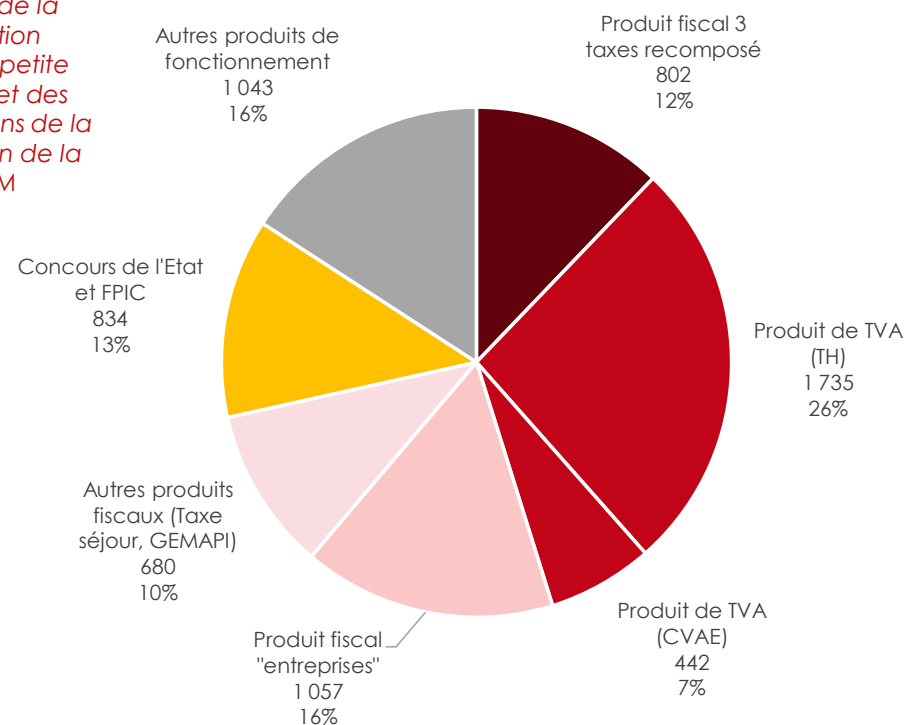
Avec la reprise de compétences du CIAS (enfance et petite enfance...) au sein de la CCBM, la structure du budget principal de la communauté va être profondément modifiée à partir du 1^{er} janvier 2026.

Les produits de fonctionnement hors dette du pré-CA 2025 6,8 M€ - **périmètre actuel**



Les charges de fonctionnement hors dette du pré-CA 2025 7,2 M€ - **nouveau périmètre**

Intégration des produits de la tarification enfance/petite enfance et des participations de la CAF au sein de la CCBM



Les hypothèses du scénario de référence

Le programme d'investissement de la CCBM actualisé (dépendances TTC)*

Montants en k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
		pré-CA	y.c. RAR					
GEMAPI		103	257	148	348			
Grand Site Brouage		95	175	80	80			
Aire de grands passages		26	328	1 000	0			
Réhabilitation de la crèche intercommunale		19	609	0	0			
Gestion portuaire		10	80	80	80			
Stratégie foncière		10	75	25	25			
Réhabilitation ancien siège		490	345	0	0			
Club de voile		68	64	0	0			
Réhabilitation du gymnase		210	220	0	0			
ZA les Groix à Nieulle sur seudre		113	0	0	0			
Matériel et équipements divers		230	265	80	54			
Aménagement rond point des pompiers		0	20	250	0			
Projet Seudre		0	0	0	0			
Participation PIG - OPAH		40	165	90	90			
Etudes requalif ZAE Grossines		5	77	85	300			
Itinéraires cyclables		139	462	140	165			
Régie des déchets - subventions exceptionnelles		0	0	1 000	0			
Divers hors dette		9	0	0	0			
Dépenses d'équipement (budget principal)	937	1 567	3 142	2 977	1 141	1 000	1 000	1 000

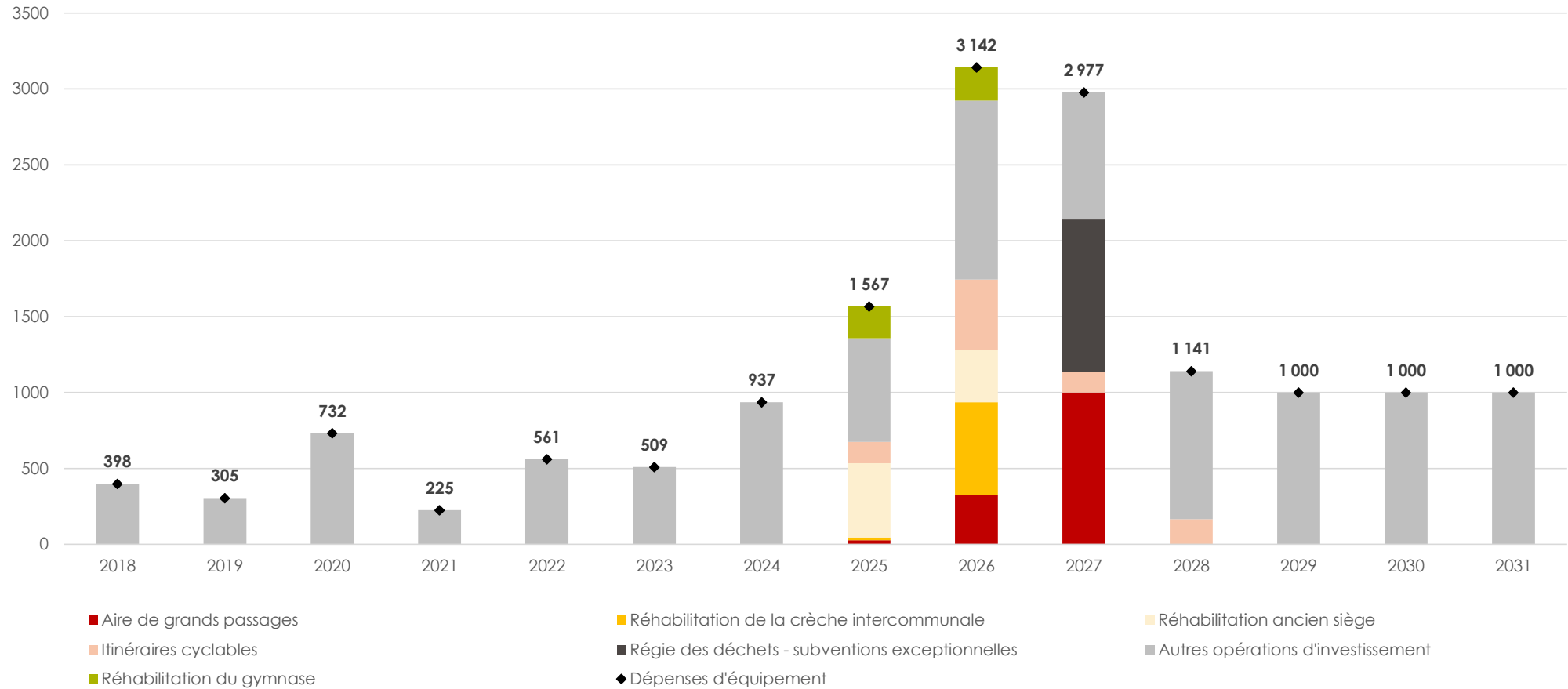
Hypothèse retenue dans le scénario de référence : un programme d'investissement de **10,3 M€ (TTC) entre 2026 et 2031**

Ce niveau d'investissement serait en forte hausse par rapport au niveau des dépenses d'équipement réalisées sur ce mandat : 4,4 M€ entre 2020 et 2025

* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les hypothèses du scénario de référence

Le programme d'investissement de la CCBM actualisé (dépenses TTC)*



* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les hypothèses du scénario de référence

Le programme d'investissement de la CCBM actualisé (recettes d'investissement)*

Montants en k€	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Dépenses d'investissement hors dette (n)*		1 313	2 757	1 887	1 051	1 000	1 000	1 000
x Taux des dépenses éligibles au FCTVA		85,0%	85,0%	85,0%	85,0%	85,0%	85,0%	85,0%
x 16,404%		16,404%	16,404%	16,404%	16,404%	16,404%	16,404%	16,404%
Produit de FCTVA	120	184	384	263	147	139	139	139
Réhabilitation de la crèche intercommunale			250					
Itinéraires cyclables			20	20	20			
Restes à réaliser	0	8	247			20	20	20
Total subventions	55	8	517	20	20	20	20	20
Reversement taxe d'aménagement et divers	8	143	20	20	20	20	20	20
Total des recettes d'investissement hors emprunt	183	335	921	303	187	179	179	179

* hors OPAH, régie des déchets et gymnase

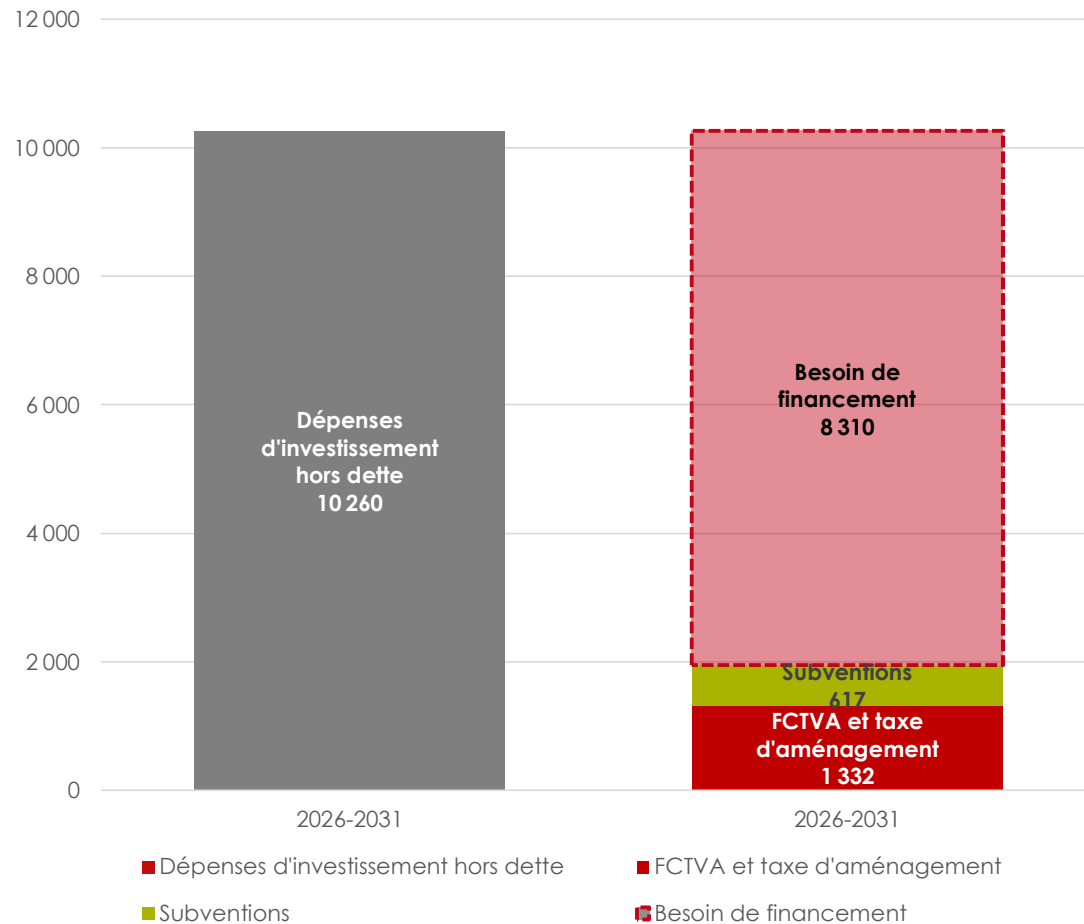
Pour financer ce programme d'investissement, la CCBM bénéficierait de près de 2,0 M€ de recettes d'investissement hors emprunt sur cette même période 2026-2031 :

- ✓ le FCTVA (à un taux de 16,404 %) et du reversement de la taxe d'aménagement des communes
- ✓ et des subventions limitées pour un montant de 0,6 M€ principalement pour le financement de la réhabilitation de la crèche intercommunale (50% de la dépense H.T.).

* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les hypothèses du scénario de référence

Le besoin de financement des opérations d'investissement nettes des recettes affectées



Sur la base de ces hypothèses, le besoin de financement s'élève à 8,3 M€ que la communauté devra financer :

- ✓ Par l'autofinancement dégagé chaque année (épargne nette) ;
- ✓ Par la mobilisation de ses résultats antérieurs ;
- ✓ Par emprunt.

Les hypothèses sur la fiscalité à taux d'imposition constants

Montants en K€	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Base nette THRS	4 465	4 009	4 049	4 106	4 180	4 255	4 332	4 410
Taux d'imposition THRS	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%	20,00%
Produit fiscal THRS	893	802	810	821	836	851	866	882
Produit TVA (TH)	1 726	1 735	1 722	1 766	1 810	1 856	1 902	1 950
Base nette FB	17 798	18 210	18 577	19 021	19 545	20 082	20 634	21 202
Taux d'imposition FB	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%
Produit fiscal FB strict	534	546	557	571	586	602	619	636
+ Compensation FB - établiss. Industriels	0	0	0	0	0	0	0	0
Produit fiscal FB recomposé	534	546	557	571	586	602	619	636
Base nette FNB	812	826	835	846	861	877	893	909
Taux d'imposition FNB	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%
Produit fiscal FNB	37	38	38	39	39	40	41	42
+ Produit taxe additionnelle FnB	24	25	25	26	26	26	27	27
Produit fiscal FnB y.c. TaFnB	61	63	63	64	65	67	68	69
Base nette CFE	2 269	2 350	2 398	2 452	2 512	2 572	2 634	2 698
Taux d'imposition CFE	24,75%	26,84%	26,84%	26,84%	26,84%	26,84%	26,84%	26,84%
Produit fiscal CFE strict	562	631	644	658	674	690	707	724
+ Compensation CFE - bases min < 5k€ de CA	58	58	59	61	62	64	65	67
+ Compensation CFE - établiss. Industriels	28	29	29	30	31	32	33	34
Produit fiscal CFE recomposé	648	718	733	749	767	786	805	825
Produit IFER	83	85	86	88	89	91	93	94
Produit TASCOT	330	254	267	280	286	292	297	303
Produit fiscal "entreprises"	1 061	1 057	1 086	1 117	1 143	1 168	1 195	1 222
Produit TVA (CVAE)	443	442	440	452	463	474	486	499
Produit de la taxe GEMAPI	309	409	409	409	510	510	510	510
Produit de la taxe de séjour	287	251	251	251	251	251	251	251
Rôles supplémentaires / lissage	81	20	0	0	0	0	0	0
Autres impôts et taxes	678	680	660	660	761	761	761	761
Impôts et taxes "recomposés"	5 395	5 325	5 337	5 451	5 664	5 779	5 897	6 018
Evolution nominale annuelle		-1,3%	0,2%	2,1%	3,9%	2,0%	2,0%	2,0%
Variation impôts et taxes recomposés		-70	13	113	214	115	118	121

Evolution des bases nettes de THRS uniquement en raison de l'actualisation des valeurs locatives

Gel de la TVA en 2025 puis baisse en 2026 (cf. partie 1.) et croissance de +2,5%/an à partir de 2027 par hypothèse

Croissance des bases nettes de FB : 1,0% en plus du coefficient de revalorisation des valeurs locatives

Croissance des bases nettes de CFE : 1,0% en plus du coefficient de revalorisation des valeurs locatives

+100 k€ de hausse pris en compte en 2028 en cohérence avec les dépenses GEMAPI du programme d'investissement

Les hypothèses du scénario de référence

Les produits de fonctionnement à taux d'imposition constants*

Montants en K€	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2026 / 2031	
									V°	v° moy an
Impôts et taxes recomposés	5 395	5 325	5 337	5 451	5 664	5 779	5 897	6 018	681	2,4%
Produit de la TH - résidences secondaires	893	802	810	821	836	851	866	882	72	1,7%
Produit des taxes foncières	595	609	621	635	652	669	687	705	84	2,6%
Produit de TH-RP / TVA (TH)	1 726	1 735	1 722	1 766	1 810	1 856	1 902	1 950	228	2,5%
Produit de CVAE / TVA (CVAE)	443	442	440	452	463	474	486	499	58	2,5%
Produit fiscal "entreprises"	1 061	1 057	1 086	1 117	1 143	1 168	1 195	1 222	137	2,4%
Produit GEMAPI	309	409	409	409	510	510	510	510	101	4,5%
Produit taxe de séjour	287	251	251	251	251	251	251	251	0	0,0%
Rôles supplémentaires / lissage	81	20	0	0	0	0	0	0	0	s.o.
Concours de l'Etat + FPIC	829	834	856	883	899	906	914	920	64	1,5%
DGF - dotation d'intercommunalité	443	464	491	521	543	560	577	593	102	3,8%
DGF - dotation de compensation	209	201	191	184	176	168	161	153	-38	-4,4%
Attribution FPIC	177	170	174	178	180	178	176	175	1	0,1%
Autres produits de fonctionnement	1 332	1 043	992	1 002	1 013	1 023	1 034	1 045	53	1,1%
Autres dotations et participations (74)	306	377	350	350	350	350	350	350	0	0,0%
Attribution de compensation reçue	33	38	41	41	41	41	41	41	0	0,0%
Divers (70 hors mad) + (75) + (013)	280	147	130	132	134	136	138	140	10	1,5%
Produits spécifiques CIAS (hors sub)	708	479	461	469	478	486	495	504	43	1,8%
Produits exceptionnels (77 hors cessions)	4	3	10	10	10	10	10	10	0	0,0%
Produits de fonctionnement	7 556	7 202	7 186	7 336	7 576	7 709	7 845	7 984	798	2,1%
Variation annuelle		-354	-16	150	240	133	136	139		
Evolution nominale annuelle		-4,7%	-0,2%	2,1%	3,3%	1,8%	1,8%	1,8%		

* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les hypothèses du scénario de référence

Les charges de fonctionnement hors dette*

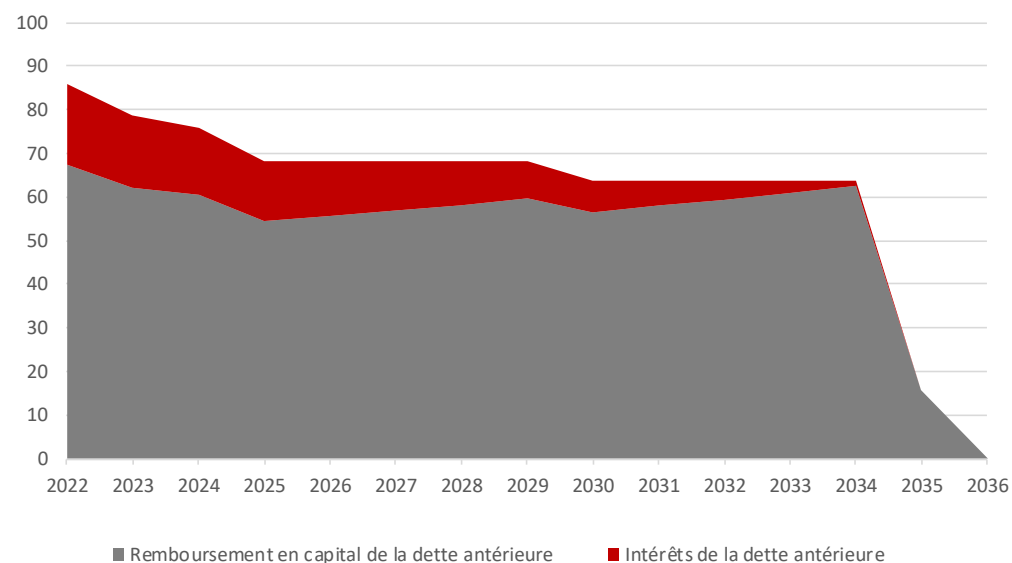
Montants en K€	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2026 / 2031	
									V°	V° moy an
Charges fct courant strictes	4 873	5 109	5 324	5 366	5 507	5 653	5 802	5 955	631	2,3%
Charges à caractère général	1 255	1 360	1 364	1 402	1 442	1 483	1 524	1 567	203	2,8%
Charges à caractère général - CCBM	957	960	1 050	1 080	1 110	1 141	1 173	1 207	157	2,8%
Charges à caractère général - CIAS	298	400	314	323	332	341	351	361	47	2,8%
Charges de personnel	2 404	2 455	2 620	2 600	2 678	2 758	2 841	2 926	306	2,2%
Personnel budget principal CCBM	1 460	1 555	1 700	1 700	1 751	1 804	1 858	1 913	213	2,4%
Personnel CIAS (hors mad)	943	900	920	900	927	955	983	1 013	93	1,9%
Autres charges de gest° courante	1 214	1 294	1 340	1 364	1 388	1 412	1 437	1 462	122	1,8%
PETR Pays Marennes Oléron	168	172	174	177	181	184	187	190	16	1,8%
Office de Tourisme Marennes Oléron	282	262	266	270	275	280	285	290	24	1,7%
Solde charges de gestion courante	764	860	900	916	932	948	965	982	82	1,8%
Charges exceptionnelles	10	6	10	10	10	10	10	10	0	0,0%
Atténuations de produits	1 263	1 248	1 206	1 206	1 206	1 206	1 206	1 206	0	0,0%
Attribution de compensation	582	574	531	531	531	531	531	531	0	0,0%
Reversement FNGIR	655	655	655	655	655	655	655	655	0	0,0%
Divers	26	19	20	20	20	20	20	20	0	0,0%
Charges fonctionnement hors intérêts dette	6 146	6 363	6 540	6 582	6 723	6 869	7 018	7 171	631	1,9%
Variation annuelle		217	177	42	141	145	149	153		
Evolution nominale annuelle		3,5%	2,8%	0,6%	2,1%	2,2%	2,2%	2,2%		

- ✓ Les charges à caractère général évolueraient au rythme de l'inflation prévisionnelle + 1 point ;
- ✓ Les charges de personnel évolueraient à partir de 2026 au rythme de +3,0%/an y compris hausse du taux de cotisation à la CNRACL. Sur cette base, l'évolution des dépenses de personnel est limitée en 2027 par des mesures de réorganisation ;
- ✓ Les charges de gestion courante évolueraient au rythme de l'inflation prévisionnelle ;
- ✓ Les attributions de compensation versées aux communes sont diminuées en 2026 au titre de la compétence « service d'aide à domicile ».

* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les hypothèses du scénario de référence

Annuité de la dette antérieure



La dette antérieure :

La CCBM dispose d'un faible encours de dette (544k€ fin 2025) et **d'une faible extinction de dette au cours des prochaines années.**

Aussi, tout nouvel emprunt contracté par la CCBM sera de nature à accroître son annuité de dette et donc à réduire d'autant son épargne nette (pas d'effets de substitution entre des emprunts qui arriveraient à terme et des emprunts nouveaux).

La dette nouvelle :

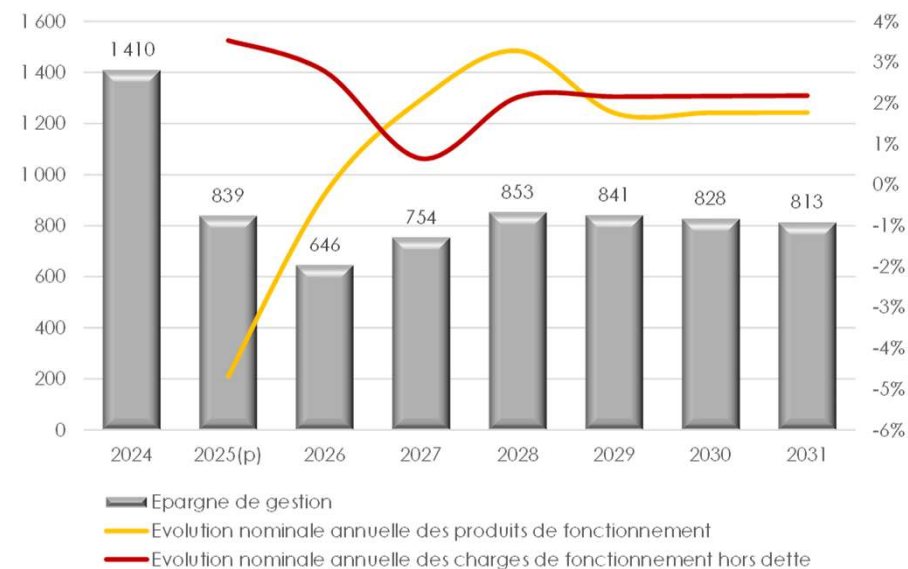
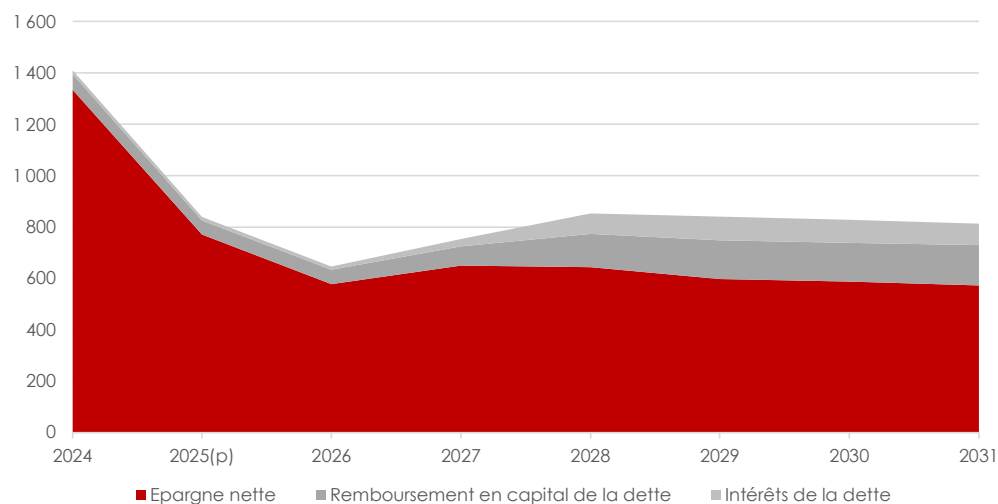
Les emprunts d'équilibre calculés à partir de 2026 font l'objet d'un remboursement à partir de l'année suivante pendant **20 ans avec un taux d'intérêt de 3,5%** (annuité constante).

Les résultats du scénario de référence

La chaîne de l'épargne*

Montants en K€

	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Produits de fonctionnement	7 556	7 202	7 186	7 336	7 576	7 709	7 845	7 984
- Charges de fonctionnement hors dette	6 146	6 363	6 540	6 582	6 723	6 869	7 018	7 171
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 410	839	646	754	853	841	828	813
- Intérêts	15	14	13	29	79	93	88	84
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 395	825	633	725	774	748	739	729
- Capital	61	54	56	75	130	151	151	156
= EPARGNE NETTE (EN)	1 334	771	578	651	644	597	588	573



* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les résultats du scénario de référence

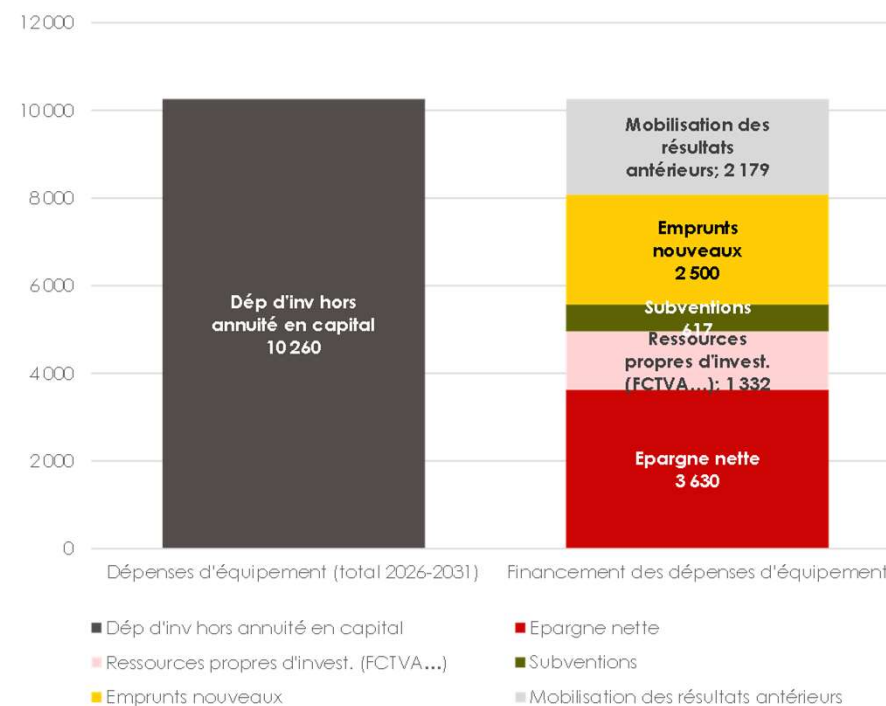
Le financement de l'investissement*

Montants en K€

	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
--	------	---------	------	------	------	------	------	------

Dép d'inv hors annuité en capital	937	1 567	3 142	2 977	1 141	1 000	1 000	1 000
Financement de l'investissement	1 517	1 105	2 000	2 454	1 331	776	767	753
EPARGNE NETTE	1 334	771	578	651	644	597	588	573
Ressources propres d'inv. (RPI)	128	327	404	283	167	159	159	159
FCTVA	119	183	384	263	147	139	139	139
Produits des cessions	0	0	0	0	0	0	0	0
Taxe d'aménagement et autres	9	144	20	20	20	20	20	20
Subventions yc DETR	55	7	517	20	20	20	20	20
EMPRUNT	0	0	500	1 500	500	0	0	0
Variation de l'excédent global	581	-463	-1 142	-523	190	-224	-233	-247

Le financement des opérations d'investissement de 2026 à 2031 en cumulé



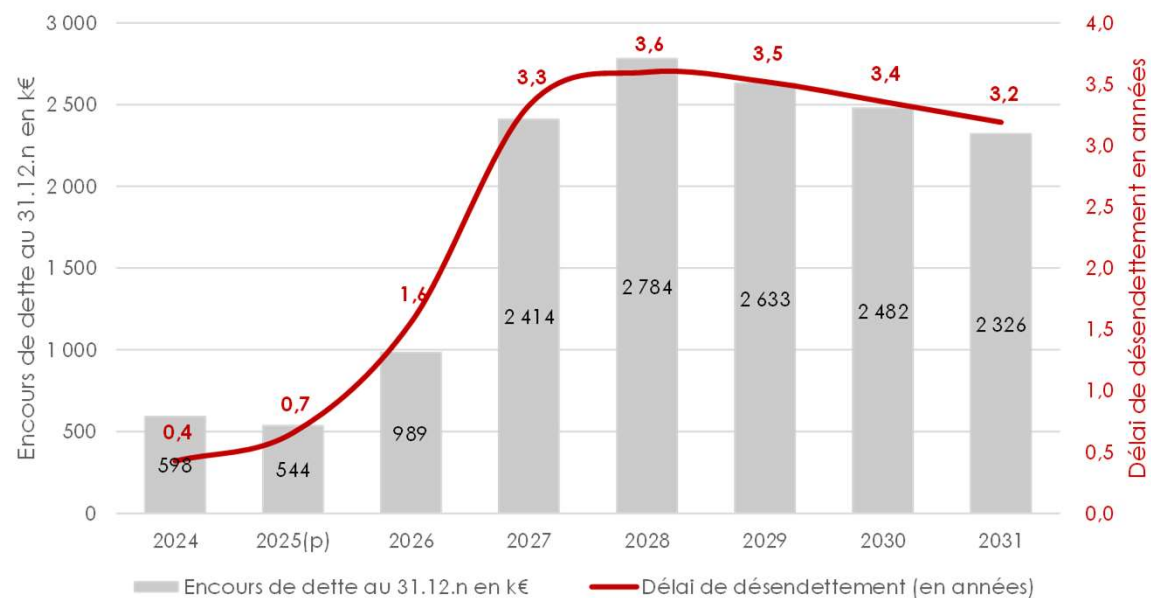
* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Les résultats du scénario de référence

L'encours de dette et le délai de désendettement

Montants en K€

	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Encours de dette au 01.01.n	659	598	544	989	2 414	2 784	2 633	2 482
+ Emprunts nouveaux	0	0	500	1 500	500	0	0	0
- Remboursement en capital	61	54	56	75	130	151	151	156
Encours de dette au 31.12.n	598	544	989	2 414	2 784	2 633	2 482	2 326
/ Epargne brute	1 395	825	633	725	774	748	739	729
= Délai désendettement (en années)	0,4	0,7	1,6	3,3	3,6	3,5	3,4	3,2





4. SCÉNARIO N°2 : AVEC LE PLF INITIAL POUR 2026

Les hypothèses retenues du PLF initial pour 2026

Plusieurs mesures du PLF initial pour 2026 pourraient, si elles sont adoptées, impacter le budget de la CCBM (cf. partie n°1) :

1. Prise en compte du décalage d'1 an dans le versement du FCTVA (pas de FCTVA en 2026) ;
2. Utilisation des compensations fiscales FB/CFE comme variables d'ajustement des concours de l'Etat aux collectivités territoriales avec une ponction de 25% dès 2026. (Pour mémoire cette compensation s'élève à 29 k€ en 2025 pour la CCBM) ;
3. **Ecrêtement de la croissance future de la TVA versée aux collectivités locales** (avec réaffectation de la part « inflation » sur le budget de l'Etat)

Illustration à partir des hypothèses suivantes :

- ✓ Inflation prévisionnelle : 1,3% en 2026 puis +1,8%/an pour les années suivantes
- ✓ Evolution nominale annuelle de la TVA nationale : +2,6% en 2026 puis +2,5%/an pour les années suivantes

Montants en k€

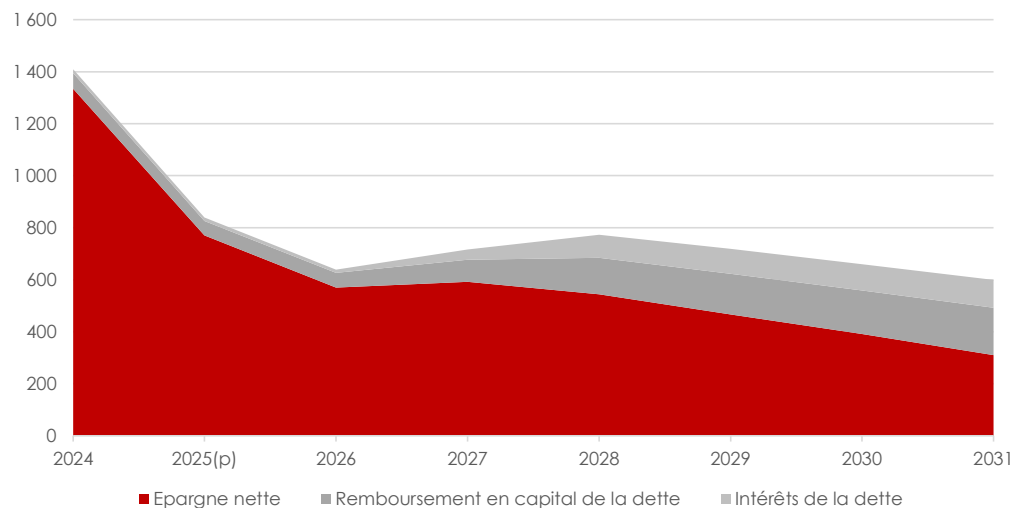
	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Produit de TVA (TH & CVAE) - référence	2 168	2 177	2 162	2 218	2 273	2 330	2 388	2 448
Evolution nominale				2,6%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%
Produit de TVA (TH & CVAE) - PLF 2026	2 168	2 177	2 162	2 190	2 205	2 221	2 236	2 252
Evolution nominale				1,3%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Perte de dynamique TVA pour la CCBM				-28	-68	-110	-152	-196

Les résultats du scénario n°2 « avec PLF pour 2026 »

La chaîne de l'épargne*

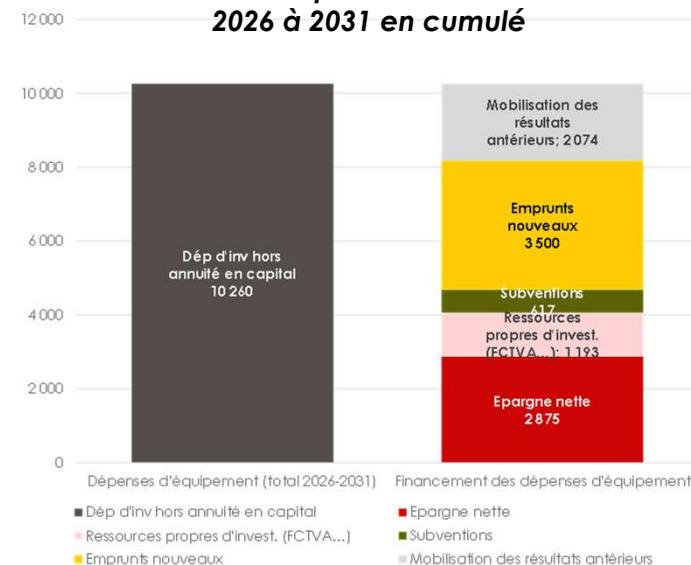
Montants en K€

	2024	2025(p)	2026	2027	2028	2029	2030	2031
Produits de fonctionnement	7 556	7 202	7 178	7 299	7 497	7 587	7 678	7 770
- Charges de fonctionnement hors dette	6 146	6 363	6 540	6 582	6 723	6 869	7 018	7 171
= EPARGNE DE GESTION (EG)	1 410	839	639	717	774	718	660	599
- Intérêts	15	14	13	39	89	96	101	107
= EPARGNE BRUTE (EB)	1 395	825	626	678	684	622	558	492
- Capital	61	54	56	85	141	155	166	182
= EPARGNE NETTE (EN)	1 334	771	570	592	544	467	392	310

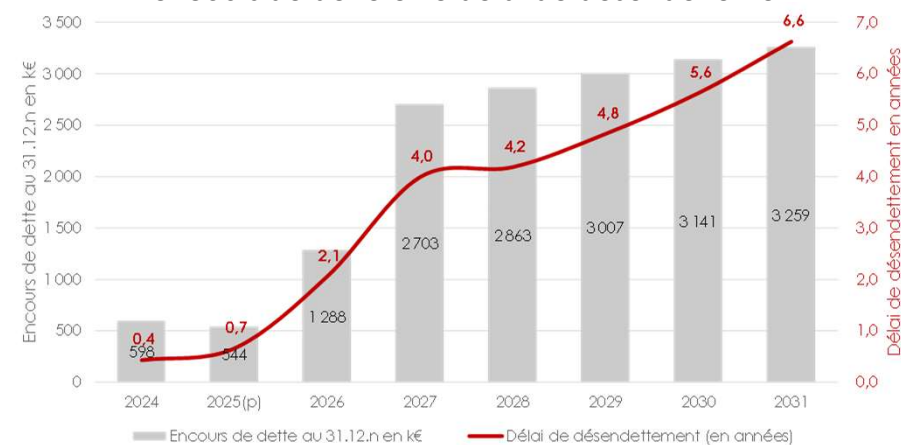


* Les années 2024 et 2025 sont recomposées sur le périmètre : budget principal CCBM + budget principal CIAS. Les flux croisés entre les 2 structures sont neutralisés.

Le financement des opérations d'investissement de 2026 à 2031 en cumulé



L'encours de dette et le délai de désendettement





5. EFFECTIFS ET BUDGETS ANNEXES

Réalisé par la Direction des finances de la CCBM

Zoom sur les effectifs au 1^{er} janvier 2025

Synthèse 2024

ETP par structure :

- Communauté de communes : 28,66 ETP
- Services du Pôle déchets : 15 ETP
- Service petite enfance, enfance et jeunesse : 21,33 ETP
- Service d'aide à domicile : 18,37 ETP

	CDC	CIA PEEJ	CIA SAAD	REGIE
39h	16	1		3
37H30	6		1	
35h	5	6	3	12
32h		1	4	
30h		7	5	
28h			3	
26H			3	
25h			3	
23h		4		
20H	1	1		
18h			1	
16h	1		1	
6h50	1			
6h20	1			
5h20	3			
	34	20	24	15

Les Budgets Annexes - la régie des déchets

Les dépenses de fonctionnement

Chap	Libellé	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Total budget 2025	Prévisionnel 2025
011	Charges à caractère général	952 011,71 €	989 605,51 €	1 051 600,00 €	950 000,00 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	641 757,49 €	788 605,76 €	737 850,00 €	750 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	875 542,54 €	1 025 168,98 €	1 234 000,00 €	1 195 300,00 €
66	Charges financières	7 304,32 €	6 010,76 €	22 250,00 €	22 250,00 €
67	Charges exceptionnelles	4 905,99 €	14 036,95 €	21 000,00 €	36 000,00 €
68	Dotations aux amortissements, dépréc. & provisions	- €	21 043,00 €	22 377,93 €	15 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	223 598,81 €	158 486,43 €	170 000,00 €	167 286,99 €
Totaux		2 705 120,86 €	3 002 957,39 €	3 259 077,93 €	3 135 836,99 €

Dépenses

En 2025 :

Stabilisation des charges à caractère général

- hausse des charges courantes en raison de la hausse de la cotisation au SIL par rapport à 2024.

Projets 2026 :

- hausse de la cotisation du SIL pour 100 000€

Les recettes de fonctionnement

Chap	Libellé	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Total budget 2025	Prévisionnel 2025
013	Atténuations de charges	1 605,89 €	133 407,59 €	25 000,00 €	27 000,00 €
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	2 236 653,62 €	2 384 244,15 €	2 547 000,00 €	2 494 500,00 €
75	Autres produits de gestion courante	2,47 €	57 717,52 €	3 510,00 €	10 000,00 €
76	Produits financiers	475 000,71 €	471 439,97 €	357 100,00 €	350 000,00 €
77	Produits exceptionnels	70 243,32 €	18 357,39 €	1 500,00 €	51 612,91 €
78	Reprises sur amortissements, dépréc. & provisions	4 119,31 €	- €	10 000,00 €	- €
002	Excédent de fonctionnement reporté	161 495,35 €	246 632,34 €	311 947,93 €	311 947,93 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 632,53 €	3 106,36 €	3 020,00 €	- €
Totaux		2 951 753,20 €	3 314 905,32 €	3 259 077,93 €	3 245 060,84 €

Recettes :

En 2025 :

Les recettes sont liées principalement à la redevance.

Projets 2026 :

- Hausse des recettes par une hausse de la redevance

Les Budgets Annexes - la régie des déchets

Dépenses d'investissement

Code	Libellé	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Total budget 2025	Previsionnel 2025
202301	EQUIPEMENT DECHETTERIE 2023	24 292,30 €	25 157,50 €	30 500,00 €	- €
202302	EQUIPEMENT ADMINISTRATIF	2 276,63 €	10 736,65 €	20 979,67 €	6 426,25 €
202401	TRAVAUX DE DÉSAMIANTAGE	- €	353 953,50 €	- €	- €
27	EQUIPEMENTS REDEVANCE INCITATIVE	- €	- €	- €	- €
28	MATERIEL COLLECTE ET DECHETTERIE	17 091,22 €	- €	335 000,00 €	265 197,80 €
32	REAMENAGEMENT LE BOURNET	- €	58 714,27 €	1 205 000,00 €	36 190,00 €
33	Matériel Roulant Camion OM/ JCB	- €	- €	- €	- €
*OF		131 040,17 €	132 779,40 €	151 720,00 €	144 012,62 €
	Totaux	174 700,32 €	581 341,32 €	1 743 199,67 €	451 826,67 €

Dépenses :

En 2025 :

L'investissement 2025 a notamment intégré les achats de bacs de collecte, les études de faisabilité de la nouvelle déchetterie ainsi que du renouvellement informatique et bureautique

Pour 2026 :

- la continuité des études sera prévue pour la création de la nouvelle déchetterie,
- la mise en place de conteneurs,
- le remplacement de matériels de bureautique.

Recettes d'investissement

Code	Libellé	Réalisé 2023	Réalisé 2024	Total budget 2025	Previsionnel 2025
13	Subventions d'investissement reçues	- €	- €	170 000,00 €	34 111,00 €
16	Emprunts et dettes assimilés	- €	- €	484 000,00 €	355 000,00 €
001	Excédent d'investissement reporté	1 293 156,07 €	1 342 054,56 €	919 199,67 €	919 199,67 €
040	Opérations d'ordre de transfert entre se	223 598,81 €	158 486,43 €	170 000,00 €	167 286,99 €
	Totaux	1 516 754,88 €	1 500 540,99 €	1 743 199,67 €	1 475 597,66 €

Recettes :

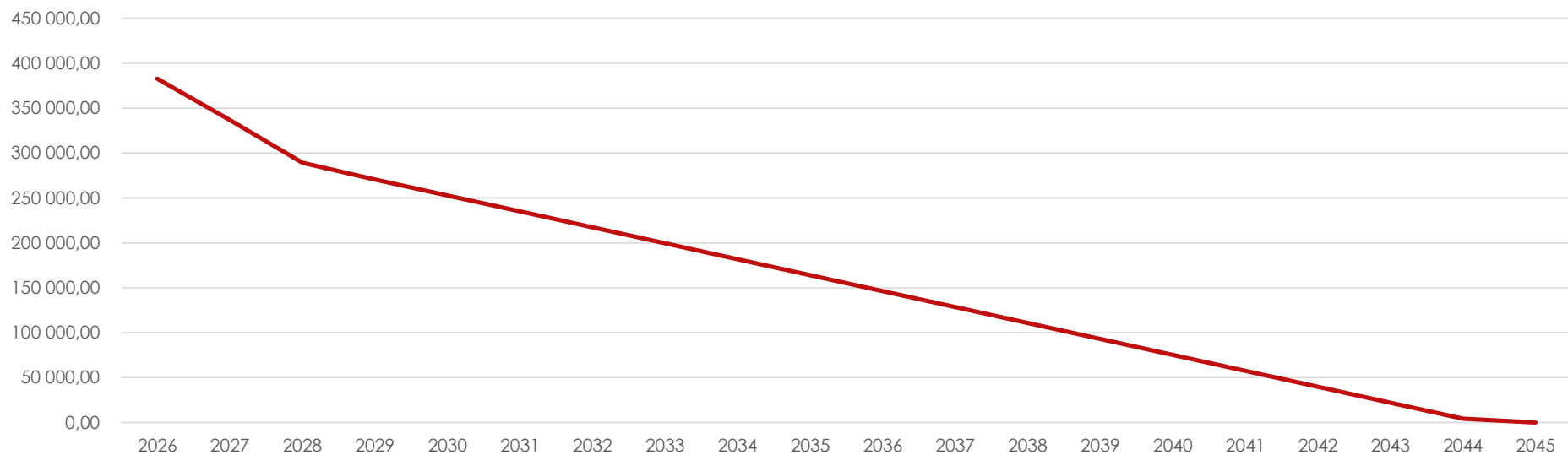
En 2025 :

Les recettes d'investissement se limitent au recours à l'emprunt, à la participation de CITEO dans le cadre de la conteneurisation, à la reprise du résultat d'investissement ainsi qu'aux opérations d'ordre (amortissement).



Les Budgets Annexes - la régie des déchets

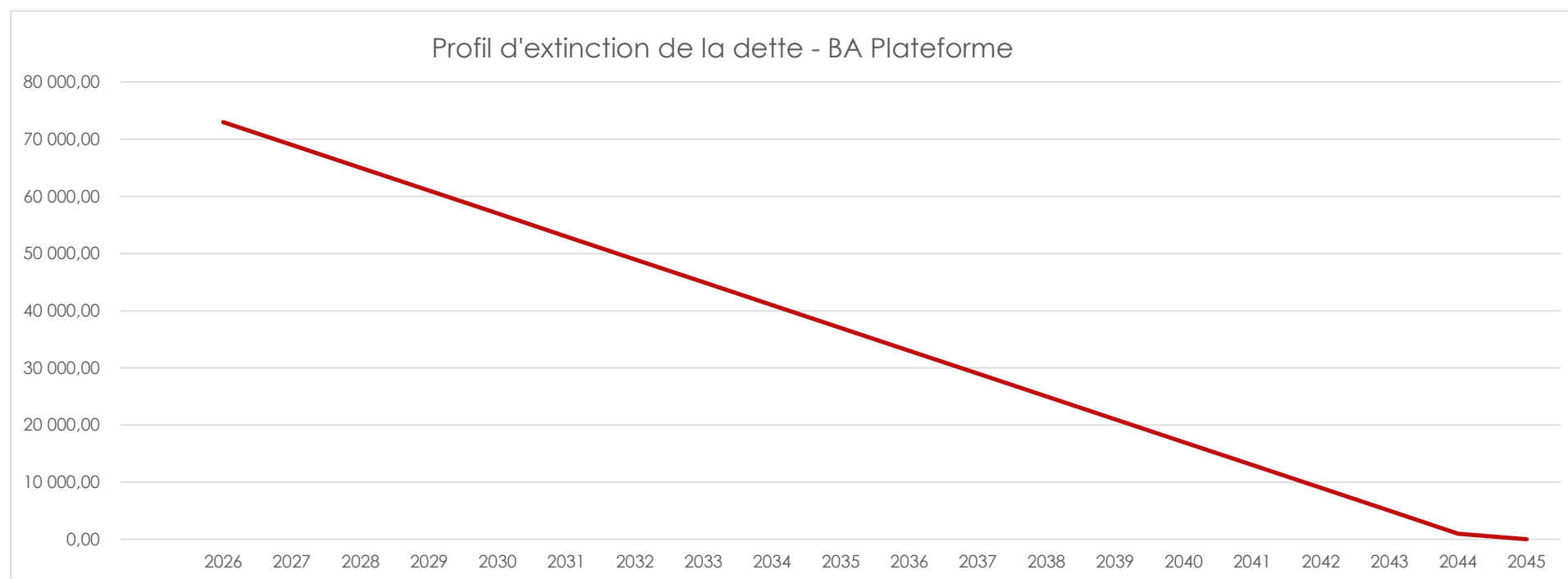
Profil d'extinction de dette de la régie des déchets



Les Budgets Annexes - la plateforme de transit

La plateforme de transit des produits de la mer de Bourcefranc-Le Chapus est principalement financée par les loyers des 3 opérateurs économiques utilisant l'établissement, à savoir : FRIGO TRANSPORTS 17, STEF TRANSPORTS et Transport FRANCHET.

Il sera envisagé le remplacement des protections de quai à hauteur de 10 000€ ; la continuité de la pose de quais niveleurs pour 12 500€, l'isolation du local de stockage pour 3 000€ et des travaux de réfection du parking pour 30 000€



Les budgets annexes – Parcs d'activités économiques

Résultats prévisionnels hors opérations d'ordre :

N° budget	Budget	Fonctionnement	Investissement	Informations
20802	ZAE Le Riveau	75 000	-216 000	- Un terrain reste à la vente - Reste la finalisation de la voirie pour environ 40 000€.
20803	ZAE Fief de Feusse	338 000	-99 000	- En 2025 : vente d'un terrain pour 62 460€ - Le projet d'une vente de terrain en 2026 - Un développement de la zone (dit Fief de Feusse III), est prévue par l'aménagement des travaux de Fief de Feusse III pour 385 000€, - les travaux de finition à terminer pour certaines parties
20804	ZAE Les Justices	154 000	-182 000	Pour 2025, il est prévu de conserver une enveloppe pour la finition de la tranche 1 pour 235 000€ - Reste la continuité de la tranche 2 étape 1 pour 500 000€ (travaux et études) et le solde de la tranche 1, - Vente de 4 lots
20805	ZAE Puits doux	- 7 000	-167 253	Une enveloppe sera positionnée pour réaliser des études
20806	ZAE Les Grossines	-500	-57 044	Des travaux de finalisation sont à prévoir.

Profil d'extinction de la dette du BA Les Justices

